

le réseau national **École**
constitue un collectif
de travail ouvert
composé de militants
communistes, associatifs
et syndicaux qui ont
à cœur de travailler
à la transformation
progressiste de l'École

n'hésitez pas
à nous faire suivre
vos informations
ou initiatives
afin que nous puissions
les relayer

le secrétariat du réseau
reseau.ecole-pcf@orange.fr
www.pcf.fr

n° 54 mars 2012

la lettre

réussir la transformation progressiste de l'École

DANS CE NUMÉRO



ÉDITORIAL

Pendant la campagne, les luttes continuent.

Par Marine Roussillon

page 2



DOSSIER : CONSTRUISONS L'ÉCOLE DE L'ÉGALITÉ

La transformation de l'école maternelle au cœur de la démocratisation.

Par Christine Passerieux

page 3

La bataille du collège unique.

Par Stéphane Bonnéry

page 6

Autonomie contre service public. Par Brigitte Gonthier-Maurin

page 10

De l'argent pour l'école, pas pour les banques. Par Marine Roussillon

page 13



L'ÉCOLE DANS LA CAMPAGNE DU FRONT DE GAUCHE

Atelier du Front de gauche sur l'école à Rennes.

page 15

Compte-rendu de l'Assemblée citoyenne du Front de gauche nîmois sur l'éducation.

page 17

Interview de Sébastien Léger, membre du groupe de campagne École du Front de gauche..

page 18



CARTE SCOLAIRE, RASED, SUPPRESSIONS DE POSTES : ÉTAT DES LUTTES

Essonne : état d'urgence d'une catastrophe annoncée.

Par Fouzia Settahi, responsable fédérale du réseau École

page 19

Compte-rendu du comité local pour l'enseignement public de Champigny.

page 20

Tarnos (Landes) se bat pour les RASED.

page 21

Corrèze : coup de force intolérable contre le système éducatif

page 23

Bouches du Rhône. Le traitement de la difficulté scolaire est au cœur des combats pour une école de la réussite de tous.

page 24

Intervention de Josiane Korobeinik, rééducatrice en RASED, invitée au conseil d'arrondissement des 13e et 14e arrondissements de Marseille.

page 27

Un appel pour les RASED

page 29



DÉBATS ET ACTUALITÉ

Publication d'une plate-forme citoyenne pour l'école. Agenda

page 30

Le réseau École dans les débats

page 31

L'École dans l'Humanité

page 32

pendant la campagne, les luttes continuent

Nous vivons une campagne électorale marquée par les luttes, en particulier en ce qui concerne l'école. L'éducation est au cœur de la campagne de la présidentielle et des législatives. Tous les candidats ont présenté un projet pour l'école, et les interpellations par les syndicats ou les associations se multiplient. En même temps, la campagne électorale n'a pas mis un coup d'arrêt à la politique de la droite, bien au contraire. Le pouvoir en sursis semble profiter de ses dernières semaines pour accélérer la transformation du système éducatif français. Les suppressions de postes continuent. Les zones les plus populaires en sont les premières victimes. Les RASED sont quasiment supprimés. Avec la loi Grosperrin, la droite persévère dans l'éradication de la formation des maîtres. La réforme de l'évaluation des enseignants vise à transformer complètement le métier. Les mesures pleuvent. Et les résistances se développent. La *Lettre du réseau* se fait l'écho des luttes menées partout en France pour sauver des postes, des filières, pour défendre l'existence des RASED. Le peuple n'attend pas le 6 mai : il se bat maintenant pour préserver l'avenir.

Cette situation pose de manière aigüe la question de la relation entre les luttes et les élections. Une question essentielle pour le PCF, qui se veut à la fois un parti révolutionnaire (visant une transformation radicale de la société) et un parti inscrit dans les institutions démocratiques, capable de gouverner. Une question d'autant plus essentielle que le PCF est à l'initiative d'un rassemblement, le Front de Gauche, qui veut être à la fois une alliance électorale et un rassemblement plus large, sur le modèle de ceux qui se constituent dans les luttes. Peut-on mener une campagne électorale comme on mène une lutte sociale ? Peut-on rassembler autour d'un projet comme on rassemble contre une politique ? C'est le défi que nous voulons relever.

C'est à cela que doit servir la campagne « construisons l'école de l'égalité ! » lancée par le *réseau École* et à laquelle le dossier de cette *Lettre* est consacré : 4 affiches, un tract et des arguments pour passer de la résistance à la construction d'un projet, et se rassembler non plus seulement contre la casse du service public d'éducation nationale, mais aussi pour la transformation progressiste de l'école, pour une école émancipatrice assurant la réussite de tous. Dans les luttes, dans les résistances, des questions et des exigences prennent forme : est-ce vraiment possible, que tous les enfants réussissent à l'école ? que faudrait-il faire ? et avec quel argent ? À ces questions, nous avons la responsabilité de répondre : oui, tous les enfants sont capables d'apprendre. Oui, nous pouvons construire l'école de l'égalité. Oui, nous avons les moyens d'une telle politique. À nous alors de mettre en débat nos propositions, d'entendre celles des autres (syndicats, associations), d'animer la construction collective d'un projet rassembleur et d'imposer ce projet. Parce que l'école de l'égalité, c'est l'école de tous. Parce que nous sommes les 99%.

Le vote, à l'élection présidentielle puis aux élections législatives, est une étape essentielle dans ce combat. Il peut donner de la crédibilité et de la force à notre projet. Chaque voix comptera, pour dire la hauteur de nos ambitions et la force de nos exigences. Pour dire que nous voulons chasser la droite, oui, mais que nous voulons plus encore : rompre avec l'austérité, reprendre le pouvoir aux marchés financiers, construire l'école de l'émancipation et de l'égalité et la société qui va avec.

Et après le vote, la lutte continuera. Même si il faut espérer que l'urgence et la détresse ne seront plus les mêmes, il faudra rester mobilisés. Ce sera un nouveau défi : après avoir transformé la campagne électorale en campagne de lutte, saurons-nous prolonger les luttes au-delà de la campagne ?

Marine Roussillon

LA TRANSFORMATION DE L'ÉCOLE MATERNELLE *au cœur de la démocratisation*

Christine Passerieux

GFEN

membre du groupe
de campagne *Éducation*
du Front de Gauche

On sait combien, y compris dans cette période où elle est fortement malmenée, l'école maternelle participe à réduire les échecs scolaires en élémentaire. Mais on sait aussi qu'elle ne remplit pas jusqu'au bout sa mission

de démocratisation de l'accès aux savoirs scolaires (travaux Escol) : des enfants, massivement issus des classes populaires, n'accrochent pas au scolaire, ne deviennent pas élèves.

Face à cette situation, les « réponses » proposées s'inscrivent dans l'idéologie toujours prégnante des dons, du handicap socioculturel, de différences naturelles entre élèves. Or si tous les enfants n'abordent pas pareillement l'entrée à l'école maternelle, voire la suite de leur scolarité, ce n'est pas parce qu'ils seraient naturellement différents, mais bien parce qu'ils ne sont pas dotés, dans la socialisation familiale,

des outils, pratiques, modes de dire et de faire requis par l'école. **C'est donc bien à l'école de les faire entrer dans la socialisation scolaire, qui n'est pas un préalable au devenir élève, mais une construction de ce devenir élève.**

L'école maternelle : une véritable école

Pour cela, l'école maternelle doit faire école et non orienter, avant même qu'ils ne soient élèves, les enfants (des milieux populaires) dans des dispositifs de soutien où la prévention est trop souvent prédictive. Ces enfants ne manquent pas de vocabulaire, ne sont pas fermés au patrimoine littéraire de la petite enfance, ils doivent entrer dans un rapport au monde qui, pour plus de la moitié d'entre eux exige une adaptation voire de véritables bouleversements. C'est d'autant plus difficile que l'école fonctionne sur des implicites, des références culturelles qui sont à construire.

Cette « prévention » se traduit par une individualisation des réponses qui, si elle peut être ponctuellement nécessaire, ne peut être « la » réponse. Accompagner les jeunes enfants dans ce nouvel univers qu'est l'école, c'est leur permettre d'aller ailleurs que là où ils se trouvent de façon à ce qu'ils ne soient pas, pour reprendre une belle formule de Jean-Yves Rochex, assignés à résidence de leurs origines.

La conception de l'école maternelle comme espace de prévention à la difficulté fait objet de débats. Nombre d'enseignants authentiquement préoccupés de la réussite de tous militent pour un dépistage des difficultés, une prévention au plus tôt. Cette prévention s'adresse d'abord à celles et ceux qui seraient potentiellement en difficultés : on retrouve là sous des formes parfois insues la forte prégnance d'un fatalisme sociologique, là où il y a effectivement du déterminisme.

On connaît désormais la nature des éléments qui déterminent la difficulté scolaire des enfants des classes populaires et on dispose aussi d'un bagage pédagogique pour y répondre. Alors, **la vraie prévention, c'est bien l'enseignement**, qui prend en compte les différences socio-culturelles entre élèves non pour les y enfermer mais comme autant d'appuis pour définir les contenus d'apprentissages et les modalités de leur transmission. Bien sûr, des inter-



Leïla aura-t-elle une place en maternelle ?

Seuls 13% des enfants de 2 ans sont scolarisés. Ils étaient 35% en 2000.

La scolarisation précoce réduit les inégalités.

Construisons l'école de l'égalité !

Rejoignez la campagne
enseignement@pcf.fr

au cœur de la démocratisation

ventions spécifiques peuvent être nécessaires pour certains élèves et c'est le rôle des Rased. Mais il ne peut y avoir généralisation de la prévention en direction des populations pauvres sans risque d'aboutir aux prophéties auto-réalisatrices (effet Pygmalion).

Plutôt que d'accumuler les dispositifs de remédiation, il s'agit donc de **penser autrement l'école maternelle afin de favoriser l'accrochage de tous au scolaire** car l'école ne doit ni transformer les inégalités sociales en inégalités scolaires, ni rester indifférente aux différences, particulièrement à cette étape décisive de la vie d'un enfant-élève. Faut-il préciser que si la seule défense de l'école maternelle ne suffit pas, il n'est pas non plus question de revenir à ce qui aurait été un âge d'or de l'école maternelle, car cet âge d'or n'a sans doute pas existé (même si l'école maternelle se dégrade) et surtout le contexte a changé ?

Redéfinir les missions de l'école maternelle

L'école maternelle intervient dans la vie de l'enfant au moment d'une rupture dans son histoire et son développement et structure une rupture dans le rapport au monde de cet enfant. L'école maternelle prépare à la scolarité future, mais celle-ci ne peut se limiter au CP. Une même ambition d'une longue scolarité pour tous doit être affirmée, non dans une étroite logique de cumuls de diplômes, mais parce que les enfants vont devoir être outillés pour affronter un monde de plus en plus complexe, se montrer critiques mais aussi agissants. Cela n'implique en rien une primarisation de l'école maternelle dont on connaît les ravages mais la prise en compte des enfants dans leur globalité avec l'ouverture sur l'imaginaire, la rencontre avec le patrimoine culturel, l'entraînement de tous à la pensée, le pouvoir d'agir dans le quotidien de la classe, la création de solidarités et de coopération entre élèves.

Il faut être ambitieux pour l'école maternelle : elle participe comme l'ensemble du système à la formation de l'homme et du citoyen. C'est en s'affrontant à la nature des problèmes rencontrés par ceux qui sont le moins en connivence avec l'école, que celle-ci peut proposer un enseignement adapté à l'âge des enfants, avec pour enjeu d'être un facteur essentiel de leur développement. Cela nécessite que soient pensés de nouveaux programmes, les mêmes pour tous, avec des attendus de contenus clairs.

Le passage de la socialisation familiale à la socialisation scolaire nécessite la possibilité de tâtonnements, d'erreurs, de régressions. Il faut donc une lecture au positif permanente, comme définie par B. Charlot : pas seulement optimiste, qui prend en compte jusqu'au bout ce que les élèves réussissent plutôt que ce qu'ils échouent, ce qu'ils savent plutôt que ce qui leur manque, mais qui consiste à « lire autrement ce qui est lu comme manque » en essayant de comprendre ce qui se passe, l'activité que l'élève met en jeu. Bernard Charlot va jusqu'à affirmer que penser un sujet en termes de manques c'est le penser dominé en étant dans la position du dominant. Lire en positif, c'est regarder chaque élève non pas en fonction de ses manques, de ses carences, de ses lacunes, mais comme un sujet, qui agit, interprète les situations qu'il vit, entretient des relations aux autres.

Il y a de gros malentendus sur le **devenir élève**, trop souvent réduit à des postures naturellement acquises, soit dès l'entrée à l'école soit par simple fréquentation d'objets scolaires. Or il ne suffit pas d'entendre tous les jours une lecture d'histoire pour comprendre un récit car on n'est pas naturellement élève, on le devient. Pour apprendre à dénombrer, à faire du vélo, à écrire, l'action est nécessaire, mais elle ne permettra réellement des apprentissages que si les élèves sont entraînés, parce que les enseignants leur en montrent le chemin, à passer de faire à dire, de dire à formaliser. Ce faisant, ils vont apprendre qu'il existe un langage d'élaboration, de construction de la pensée. Il leur faut pour cela apprendre à identifier les objets d'apprentissage au-delà de l'expérience vécue, les enjeux cognitifs des tâches et des situations, le registre d'activité cognitive et langagière requis, les habitudes de travail qui en découlent. Si certains le construisent dans leur milieu familial d'autres n'ont que l'école pour y parvenir.

Il faut du temps pour cela, car pour nombre d'élèves tout ce qui relève des pratiques sociales de l'univers scolaire est à apprendre : de la tenue du crayon à l'utilisation de ciseaux ; de l'importance de la peinture à celle de la découverte des nombres ; de la nécessité de se taire pour pouvoir parler à celle de participer à des élaborations collectives ; de l'écoute active lors d'une lecture à la nécessité de rendre compte face au groupe de la singularité de son écoute ; de l'identification de personnages ou d'événements à la compréhension du texte ; de la différence entre la tâche à

au cœur de la démocratisation

accomplir et le but de l'activité (trier pour catégoriser)...

Car devenir élève, c'est aussi entrer dans un rapport au monde, qui excède très largement le monde scolaire : penser et comprendre le monde pour le rendre intelligible et y être actif, y prendre pouvoir.

Former les enseignants

Tout enseignant nommé en maternelle doit être formé à des valeurs authentiquement démocratiques, en particulier dans **l'affirmation de la capacité de tous à réussir**. En effet, le corps enseignant n'échappe pas à l'idéologie dominante mais, sans ce parti-pris, au

cœur de notre projet éducatif il ne peut y avoir de transformation démocratique de l'école. Il nous faut encore y travailler y compris à gauche.

L'enseignant de maternelle doit avoir une formation spécifique concernant le développement psychologique des jeunes enfants et des implications quant à leur entrée dans les apprentissages.

La formation doit accorder une place particulière aux travaux de la recherche, universitaire, pédagogique, qui permettent de comprendre ce qui fait culturellement et socialement obstacle aux apprentissages et cela tout au long de la carrière, et dotent des outils indispensables à l'exercice du métier.

CE QUE NOUS VOULONS POUR LA MATERNELLE

En supprimant les samedis matins en maternelle et élémentaire, le ministère a supprimé, en heures de cours, l'équivalent d'un an de scolarité. De plus, seuls 13% des enfants de deux ans sont scolarisés aujourd'hui, ils étaient 35% en 2010 : encore un an de scolarité perdue ! Et les classes de maternelle ont des effectifs bondés pour économiser les postes afin de maintenir des effectifs corrects en élémentaire.

Pour le gouvernement et le patronat, la maternelle est inutile, puisqu'ils ne veulent pas préparer toute une génération à faire des études longues, seulement une partie, en la sélectionnant dès le plus jeune âge selon leurs origines. Seuls sont préparés à la scolarité primaire ceux qui le sont à la maison ! On divise encore les familles de salariés.

C'est scandaleux ! Tous les enfants ont besoin de temps pour apprendre. Et **en maternelle, il faut des petits effectifs** en classe pour faciliter

la prise de parole de chacun et l'apprentissage du langage scolaire, qui est un autre langage que celui de la maison. **Il faut de la disponibilité des enseignants** pour être attentif au travail de chacun dans les consignes collectives.

Faire de la scolarité dès 3 ans une obligation, c'est une protection contre les attaques qui veulent supprimer la maternelle pour marchandiser la « garde » d'enfants. C'est un atout pour former à égalité tous les enfants en élèves, et ne pas laisser cette responsabilité à l'éducation familiale.

Créer une place à l'école avec des locaux adaptés pour chaque enfant de 2 ans dont les familles qui le souhaitent, c'est obliger le système à créer les conditions d'un accueil pertinent, en très petits effectifs, pour travailler sur le langage, pour développer la familiarité précoce avec les objets de culture infantile et scolaire.

POUR L'ÉGALITÉ DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION DE COLLÉGIENS

un collège réellement unique !

Stéphane Bonnéryresponsable
du projet éducatif du PCF

Le collège est au cœur de l'actualité. C'est la cible principale des vœux du chef de l'État et de la convention de l'UMP (avec le métier enseignant et le cadre national des établissements scolaires). C'est de fait l'un des lieux où les tensions qui traversent l'ensemble du système scolaire sont exacerbées. C'est aussi le degré du système qui va voir ses effectifs augmenter très sensiblement. **Les réformes conduites par le gouvernement contre le collège unique visent deux objectifs : asservir l'éducation aux besoins du patronat ; réduire les coûts, donc la scolarité, de cette génération plus nombreuse.**

Dernier degré de la scolarité obligatoire actuellement, le collège constitue aussi et surtout un degré du système qui est une clé pour mettre en œuvre des politiques opposées : **fin de la scolarité pour la masse ou préparation de tous à poursuivre jusqu'au bac et au-delà.**

En plus de l'affrontement avec la droite et le patronat, il y a débat à gauche. Pour que ce débat ne soit pas accaparé par la déploration ou les seules bonnes intentions désarmées, comme il l'est souvent, rappelons quelques éléments essentiels pour comprendre ce dont on parle au sujet des défis du collège.

**Des collégiens plus nombreux :
il leur faut des enseignants !**

**Collégiens : +4% en 4 ans (+125 000)
Profs du secondaire : -10% en 10 ans
(-37 000) !**

Les enfants qui sont entrés au collège en septembre dernier sont plus nombreux : ce sont ceux qui sont nés en 2000, année où la natalité a fait un bond. Avec ce « baby-boom », c'étaient 30 000 naissances de plus qu'en 1999¹. Et, de 2001 à 2003, la natalité est restée élevée². Ce sont eux qui arrivent lors des prochaines rentrées. À la rentrée 2014, quand ces enfants de l'an 2000 seront en 3e, la France comptera, démographiquement, 125 00 collégiens de plus qu'à la rentrée 2010. C'est énorme : +4% en 4 ans. Et encore quatre

ans plus tard, comme la natalité a encore augmenté entre-temps, ils seront 181 000 de plus qu'à la rentrée 2010, soit +6%.

Or, entre la rentrée 2000 et la rentrée 2010, le nombre d'enseignants du second degré³ a diminué exactement de 10%, soit de 37 137 postes ! Tous les postes supprimés ne sont pas en collège, mais celui-ci est tout autant concerné par cette baisse d'ensemble.

Qui va faire cours aux collégiens ? Avec combien d'élèves par classe ? Et quelles disciplines resteront enseignées par des fonctionnaires d'État, quand la suppression de postes par ce gouvernement coïncide avec sa volonté de faire embaucher en CDD les enseignants sur financements locaux (conseils généraux, familles, argent privé...) des établissements ?

Cette bataille concerne directement aussi l'enseignement primaire : avec « l'école du socle » promue par le gouvernement, le « soutien » en sixième serait assuré des enseignants de primaire, ce qui va déshabiller les moyens en maternelle et élémentaire, déjà pressurés.

Nous sommes dans une situation d'urgence, qui appelle des réponses. Et avec le maintien d'une natalité très élevée, la question de l'embauche d'enseignants se pose donc dans la durée pour qui voudra en finir avec les réformes inégalitaires et repartir dans une logique de démocratisation. Inutile, comme le veut Hollande, de prendre ces postes dans les autres secteurs de la fonction publique. Les ressources existeraient, si l'on obligeait les banques à un prêt sans intérêt pour les services publics : le budget annuel de l'État est plombé de 50 milliards d'euros d'intérêts de la dette du fait de l'obligation d'emprunter sur les marchés financiers : en proportion sur le primaire et le secondaire, cette marchandisation des salaires de fonctionnaires représente 10 milliards d'euros d'intérêts. En changeant les lois, en changeant le rôle de la BCE, avec un prêt à taux zéro pour les services publics, on pourrait augmenter de 60 à 70 milliards d'euros le budget de l'éducation nationale.

Plus de collégiens, et pas les mêmes !

De futurs collégiens, déjà pénalisés par près de deux années de scolarité supprimées en primaire !

Si l'augmentation des effectifs accroît le défi, en créant une situation d'urgence sur la question des

1. 774 000 naissances en 2000 contre 744 000 en 1999. Tous les chiffres concernant les naissances sont tirés des documents publics de l'INSEE.

2. Chaque fois entre 17 000 et 26 000 naissances de plus qu'en 1999.

3. Sont comptés les titulaires devant les élèves en collèges et lycées publics, tous statuts confondus : 371 454 en 2000, 334 317 en 2010. Source : DEPP, *Repères et références statistiques* – édition 2011, p.293.

un collège réellement unique !



**125 000 collégiens de plus
en quatre ans dont Margot.
Tous capables d'apprendre !**

**+ de profs, mieux formés,
avec les moyens de faire
leur métier.**

Construisons l'école de l'égalité !

Rejoignez la campagne
enseignement@pcf.fr



postes de profs, ce défi de démocratisation va bien au-delà. Ces nouveaux entrants au collège ont déjà subi les réformes précédentes.

D'abord, cette nouvelle génération n'a pas été autant scolarisée que les élèves des années précédentes. En effet, cette génération a vu supprimer le samedi matin, soit un neuvième du temps scolaire. Pour les enfants qui sont privés de ce temps scolaires de la toute petite section de maternelle jusqu'à la fin de l'école élémentaire, soit neuf ans, cela représente, en heure de cours, l'équivalent d'une année scolaire complète en moins.

En outre, beaucoup d'enfants de cette génération n'ont pas été scolarisés dès l'âge de deux ans, suite à l'offensive politique qui a été conduite à ce sujet : seuls 13,6% des enfants de 2 ans étaient scolarisés en 2010. Alors qu'ils étaient 34,6% en 1999, et sont allés en décroissant très rapidement⁴. La suppression des classes de 2 ans, voire de 3 ans à certains endroits, a

servi à supprimer des postes sans faire trop augmenter les effectifs en élémentaire : l'école maternelle est devenue la variable d'ajustement de l'élémentaire. **Ce sont quasiment deux ans de scolarité en moins !**

Or, il faut du temps, pour apprendre, du temps pour que l'enseignement ne fasse pas que « solliciter » la pensée ou faire exécuter, mais conduite à réfléchir de la façon scolairement attendue, à comprendre vraiment, à stabiliser des acquisitions.

La réduction du temps scolaire est d'autant plus grave que les politiques conduites ont contribué à une école à plusieurs vitesses : dans ce temps réduit, elles obligent à enseigner davantage de choses (les langues vivantes, l'histoire de l'art, la division un an plus tôt...), et en même temps elles officialisent le renoncement à poursuivre les mêmes objectifs au travers du « socle commun », qui coupe le programme en deux, dissociant ce qui est obligatoire et ce qui sera réservé à certains seulement.

De plus, le temps scolaire a été grignoté par les logiques d'évaluation perpétuelles, au point que l'on passe de plus en plus de temps de classe à évaluer en primaire, et que l'on dispose de moins de temps pour enseigner. Ainsi, la logique du socle conduit à évaluer des « compétences » supposées être indépendantes des savoirs, alors qu'elles le sont (« être autonome », cela n'existe pas dans l'absolu, c'est la conséquence d'apprentissages de savoirs, qui lorsqu'ils sont assimilés, confèrent de l'autonomie)... En les sollicitant sans les enseigner, on évalue ainsi des acquisitions extrascolaires. Quelle injustice ! Il faut en finir et imposer que l'école se fasse à l'école et ne soit plus sommée par la hiérarchie d'évaluer si l'éducation familiale se réalise dans une forme scolaire !

Ainsi, les enfants qui arrivent au collège sont ceux que l'école maternelle et élémentaire n'a pas eu le temps et les conditions de préparer réellement. D'autant qu'avant ces réformes qui ont accru les problèmes, les inégalités d'apprentissage étaient bien présentes, tant dans le primaire, qu'au collège et au-delà.

La question de l'appropriation réelle des savoirs est au cœur des défis. Au collège comme ailleurs, tous les élèves sont capables, mais pas à n'importe quelles conditions.

54,6% des collégiens viennent des classes populaires : faire l'école à l'école, c'est d'intérêt collectif !

4. Source : DEPP, *Repères et références statistiques* – édition 2011, p.31.

un collège réellement unique !

Différentes recherches⁵ conduisent à penser que les difficultés que les élèves rencontrent au collège sont avant tout des difficultés d'apprentissage. Massivement, les élèves ne rencontrent pas de difficultés de nature spécifique ou pathologique : leur principal problème, c'est que l'école ne se voit pas dotée des conditions pour permettre la réussite scolaire des enfants qui n'ont que l'école pour apprendre les savoirs et raisonnements scolaires. **Il est donc injuste de culpabiliser les enfants ou les familles avec la question de l'échec. Il faut créer les conditions pour que l'école se fasse à l'école, au lieu que celle-ci évalue les acquisitions scolaires réalisées dans les familles.**

Notre vision des choses est frontalement opposée à la soi-disant théorie du handicap socio-culturel, qui est une mystification, parce qu'elle attribue la culpabilité de la distance entre la culture scolaire et la culture familiale aux enfants et aux familles. Rappelons que 54,6% des collégiens sont répertoriés par l'éducation nationale pour avoir le « parent référent » déclaré dans les catégories populaires⁶ : agriculteurs (2,1%), employés (16,8%), ouvriers (27,7%), sans activité et chômeurs n'ayant jamais travaillé (8,0%).

Les difficultés que rencontrent ces élèves n'ont rien de spécifique au collège, les enfants qui ne sont pas dans la connivence avec les exigences scolaires n'apprennent pas mieux en primaire, au lycée, ou dans l'enseignement supérieur. Mais les difficultés sont plus visibles au collège. Parce qu'avec l'entrée dans l'adolescence, les difficultés d'apprentissage dont les élèves n'identifient pas les raisons basculent plus vite sur des conflits. Parce que l'entrée au collège, tout comme l'entrée au lycée et dans le supérieur, produit un effet de seuil, inévitable si l'on veut éviter de les leurrer, il faut les conditions pour leur enseigner à maîtriser les nouvelles exigences. Et parce qu'une bonne partie des jeunes sont éliminés des filières longues du fait des trop maigres acquisitions en primaire et collège, ils sont alors déscolarisés après 16 ans ou cantonnés au lycée professionnel, ainsi souvent vécu comme orientation par défaut.

Constatant ainsi que l'échec scolaire n'est pas celui des élèves, ce serait une erreur de l'attribuer de façon culpabilisante aux enseignants : les difficultés

qui s'observent dans les classes sont si récurrentes d'une classe à l'autre, que les individus enseignants ne peuvent en être tenus pour responsables. C'est l'orientation politique générale du système, qui influence les conceptions pédagogiques, qui est en cause : c'est le modèle d'enfant, les conceptions des façons d'enseigner, qui pilotent le système (programme et socle, manuels, injonctions officielles...), qui sont à transformer, pour ne plus reposer sur des prérequis.

Prendre pour modèle de l'ensemble du système les enfants des classes populaires serait profitable à ces derniers, et également aux enfants de cadres, des professions éducatives, etc., car quand les politiques conduites empêchent que l'école se fasse à l'école, ces familles prennent le relais et leur vie est envahie par la scolarisation. Ce serait profitable aussi pour les enseignants qu'une priorité politique soit redéfinie pour leur métier : non plus trier avec le socle ou, de fait, en s'appuyant sur des formes pédagogiques qui requièrent de la connivence entre famille et école, mais faire de la démocratisation une priorité. Ces choix de société rompraient avec l'actuelle culpabilisation des enseignants.

Débats à gauche : la bataille du collège, au cœur des choix stratégiques de la lutte des classes.

Cette question de l'appropriation des savoirs est de celle qui fait le plus débat à gauche quand on parle d'éducation. Les frontières de ce débat gagnent à être mises au grand jour, débattues. Car il nous semble que c'est une impasse pour toute la gauche que de viser seulement à faire de façon allégée les mêmes réformes que celles de droite : cela laisse penser qu'il n'y aurait pas d'autre horizon.

Le PS, ELLV et une partie de la gauche éducative ont participé à renoncer sans l'avouer à l'égalité au collège : au travers du socle commun renonçant au programme égal, mais aussi en ne résistant pas ou faiblement aux projets d'orientation précoce vers la sortie du système scolaire. Cela se traduit par une logique où l'égalité cède la place à la volonté de conduire chacun vers des objectifs différents, sur des voies spécifiques, en prenant pour repère les CAP des années 1960 ou 1970 qui permettaient d'affronter la vie. Les arguments avancés sont ceux d'un niveau « socle commun » suffisant pour affronter la vie, en général illustré par les personnes qui parlent d'exemples pris dans leur propre parcours... qui date des années 1960 ou 1970.

5. Je me permets ici de renvoyer vers mon livre qui synthétise ces arguments issus de différentes recherches : Stéphane Bonnéry, *Comprendre l'échec scolaire*, La Dipsute, 2007.

6. DEPP/ministère de l'Éducation nationale, *Repères et références statistiques*, édition 2011, p.99.



un collège réellement unique !

Or, les collégiens d'aujourd'hui seront adultes en 2030, 2040, la société sera très différente de ce qu'elle était autrefois. L'immense augmentation des savoirs savants se retrouve dans l'évolution des formes de travail. Quels choix politiques face à cela ? La droite et le patronat veulent capter ces découvertes au service du profit, avec des postes de travail modelés par ces découvertes mais qui ne demandent aux salariés que d'être des exécutants sans maîtrise. Ils ne visent rien de moins que la formation d'un nouveau salariat capitaliste. Au contraire, pour les communistes, la réhumanisation du travail passe par le pouvoir de penser que procure une plus grande maîtrise des savoirs et une plus grande compréhension de ce qui est en jeu dans le travail. De même, les informations disponibles sur internet et dans les médias supposent, pour ne pas être manipulé, un niveau de savoir critique.

Le niveau de formation nécessaire pour relever ces défis, tels qu'ils seront dans vingt ans et après, sont au-delà du niveau collège. C'est au moins le bac, et au-delà le plus loin possible. On peut s'en réjouir ou le déplorer, mais il n'y a pas le choix.

Les questions posées au collège prennent un tout autre sens dans ce contexte. Accepter ou refuser le socle commun, qui n'a pas pour objectif de préparer tout le monde à poursuivre des études, mais de donner le minimum pour une sortie après le collège, c'est, volontairement ou non, se prononcer sur ce débat de société. Avec la crise économique, ces choix s'exacerbent, les entreprises avec des emplois qualifiés étant moins menacées.

Soit on fait le choix d'une société inégalitaire, la droite a le mérite de la cohérence à ce sujet, avec le socle

commun, avec l'affaiblissement des conditions faites en maternelle et élémentaire, avec les mesures d'autonomie financière des établissements... puisqu'il ne s'agit pas de préparer tout le monde à l'égalité. Et pour ceux qui iraient au-delà du collège dans ce contexte, il ne s'agit que de les préparer à être de futurs exploitables à bac+3. Soit on fait le choix d'une société de l'égalité, dans la reconnaissance des qualifications, dans le pouvoir que procurent les savoirs pour penser, avec les mêmes programmes enseignés à tous jusqu'à la fin du collège, pour préparer à poursuivre les études jusqu'au bac, et au-delà. Être entre ces deux positions, cela n'a pas grand sens, à part d'éviter de se prononcer sur l'avenir de la société. C'est dans cette impasse de l'analyse que se trouve le PS, et tous ceux qui acceptent faire du collège une fin de scolarité.

Parce que tous les élèves seraient capables d'apprendre dans d'autres conditions faites à l'école, et parce que c'est nécessaire pour préparer l'avenir des jeunes et de notre civilisation, notre choix est fait : c'est la construction du collège de l'égalité. C'est ce que le PCF porte dans le cadre du Front de gauche. Ce débat au grand jour est essentiel : en six ou sept ans, la moitié des enseignants sont partis à la retraite (la génération du baby-boom), et si beaucoup de postes n'ont pas été renouvelés, une nouvelle génération de profs se trouve aux prises avec cette contradiction : enseigner des choses plus compliquées à tous les élèves, avec moins de temps et malgré des politiques inégalitaires... Ce débat collectif, politique est essentiel pour les soutenir dans les efforts quotidiens et pour les associer à la construction d'une alternative politique de démocratisation.

ACCROÎTRE L'AUTONOMIE DES ÉTABLISSEMENTS

ne réduira pas l'échec scolaire

**Brigitte
Gonthier-Maurin**
sénatrice PCF
des Hauts-de-Seine

À en croire les déclarations du candidat Sarkozy et de sa majorité, « donner davantage d'autonomie aux établissements » relèverait d'une évidence, constituerait la panacée pour réduire l'échec scolaire. Une autonomie construite autour d'un chef d'établissement transformé en « manager » qui s'étend jusqu'à la gestion des enseignants.

Cette question est un objet de débat à gauche et source d'ambiguïté. Au PS, l'idée « d'autonomie des établissements » a aussi été reprise, alimentant l'idée d'un consensus sur cette question. Le texte intitulé « Une politique éducative territoriale pour l'égalité réelle » contribution du groupe de réflexion « Éducation et Territoires » datée de novembre 2012, propose de faire de « l'autonomie des établissements un moyen de favoriser l'égal accès à l'éducation ». L'autonomie est ainsi envisagée comme « un moyen d'individualiser les moyens d'action, en prenant en compte la globalité de chaque individu. C'est pour cela que les établissements doivent profiter de l'opportunité de se voir dévolue une certaine marge de manœuvre pédagogique, dans le cadre des programmes et des règles communes définis nationalement. » Une certaine autonomie pédagogique qui, je cite ce document, « ne peut se concevoir sans marges de manœuvre suffisantes dans les dépenses ». Et de proposer que 25% des moyens soit laissée à la libre appréciation des conseils d'administration.

Le texte intitulé « Convention égalité réelle », présenté en convention nationale du Parti Socialiste un mois plus tard, est bien moins précis, indiquant vouloir « dans un cadre défini et évalué nationalement [...] confier aux établissements et leurs équipes pédagogiques, en autonomie, une part importante de leur dotation en heures d'enseignements, pour donner corps aux projets d'établissement et aux projets locaux, accompagner les élèves, remédier aux difficultés, expérimenter... ».

Aujourd'hui, le mot « autonomie » n'apparaît pas dans les propositions du candidat Hollande qui lors de son discours sur l'éducation à Orléans, début février, l'a associé au projet managérial de la droite, préférant parler de « liberté et de responsabilité » pour les enseignants et les chefs d'établissement, sans plus de détails.

Si dans les textes, l'autonomie existe pour les EPLE depuis la loi de 1985, renforcée par la loi Fillon de 2005, concrètement, aujourd'hui, pour les équipes

éducatives, du fait d'une politique de réductions de postes et de moyens, l'autonomie se résume à un « débrouillez-vous avec les moyens que nous n'avez pas ». C'est un sentiment qui s'est largement exprimé lors des auditions menées l'année dernière dans le cadre de la mission commune d'information sénatoriale sur l'organisation territoriale du système scolaire pilotée par l'UMP.

Que dit la recherche en la matière ? Dans une chronique sur France Culture, Nathalie Mons, maître de conférences à l'université de Paris-Est-Marne-la-Vallée, explique ainsi que « les résultats des enquêtes empiriques n'ont pas abouti à la démonstration du bien-fondé de la potion miracle de l'autonomie des établissements ». « Ces mesures, explique Nathalie Mons, augmentent les coûts, questionnent les compétences des acteurs locaux – dont on voit mal pourquoi ils disposeraient de talents supérieurs aux acteurs nationaux – et donnent souvent lieu à des formes avancées de népotisme. Quand à leurs effets sur les résultats des élèves, rien de probant. Certes, dans certaines configurations, un peu d'autonomie pédagogique peut améliorer les résultats des élèves, mais, dans tous les cas, ces politiques conduisent à un renforcement des inégalités scolaires et sociales à l'école ».

La question de l'égalité, c'est bien là le nœud du problème. Car il n'est pas possible de poser la question de l'autonomie sans aborder celle de la finalité assignée à l'école.

Et le pire est à craindre lorsqu'on entend le candidat-Président, lors de ses derniers vœux au monde de l'éducation, prenant comme modèle l'autonomie des universités, annoncer vouloir faire de même avec l'École.

Or, que constatons-nous depuis le vote de la loi LRU à l'été 2007 ?

Loin de l'autonomie « pédagogique », l'autonomie mise en place par la LRU a surtout consisté à transférer aux universités et à leur président la gestion de leur budget, et notamment de leur masse salariale.

Cependant, l'augmentation du coût des salaires liée au GVT ne peut plus être financée par tous les établissements universitaires tant le désengagement de l'État dans les sommes globales versées aux universités est important. Ainsi, huit établissements universitaires sont actuellement en déficit, et 7 d'entre eux ont vu leur budget placé sous tutelle du recteur.



autonomie contre service public

Quand le ministre se défend d'appliquer la RGPP à la recherche et à l'enseignement supérieur, ce n'est que pour mieux en laisser l'application aux universités qui, par répercussion, réduisent leur masse salariale et recourent de manière accrue aux emplois précaires. Un emploi contractuel pourtant déjà très fortement développé dans la recherche et l'enseignement supérieur puisque le nombre de précaires est aujourd'hui estimé entre 50 000 et 55 000.

La LRU, accompagnée par la politique « d'excellence », symbolisée par les Idex, Labex et autres, s'apparente à un véritable « plan social » de la science. C'est une restructuration autour d'une dizaine de pôles de visibilité mondiale, dont le critère est la compétitivité économique.

Une véritable dichotomie est à l'œuvre entre quelques grandes universités d'excellence, auxquelles sont affectés l'essentiel des moyens et les autres universités, délaissées, qui accueillent pourtant la majorité des étudiants. La concentration des moyens est

telle qu'au sein même des universités et laboratoires labellisés, ils sont inégalement répartis en faveur des projets qui sont dans le périmètre de l'Idex.

Cette politique structure un système universitaire à deux vitesses, tout en favorisant le déploiement de partenariat public-privé – les fameux PPP – peu soucieux d'un service public de la recherche et de l'université. Extrêmement coûteux, environ un milliard d'euros pour chacun, ces dispositifs sont instaurés sans consultation des conseils d'administration ni des conseils scientifiques. Une catastrophe quand on connaît les difficultés financières que rencontrent aujourd'hui les universités.

Le type d'autonomie mis en place par la LRU n'a pas permis de faire émerger des espaces de coopération et d'échanges nécessaires sur un même territoire, ne faisant que créer des super structures, non démocratiques, et renvoyant aux universités la gestion de la pénurie provoquée par un budget de l'enseignement supérieur en berne.

On voit bien comment les réformes conduites depuis cinq ans tendent vers une école à deux vitesses, une école du tri et de la sélection sociale de plus en plus précoce, comme en témoigne le projet « d'étiquetage » des élèves dès la maternelle. Une école profondément inégalitaire : avec d'un côté, les élèves pour lesquels le socle commun de connaissances et de compétences constituerait un horizon indépassable et, de l'autre, ceux « destinés » à la poursuite d'études.

Une visée qui s'appuie sur une conception néolibérale de l'école, envisagée comme une « offre scolaire ». Il faut se remémorer le rapport Attali de 2008 qui, sous couvert de bonnes intentions – « doter tous les enfants des atouts nécessaires au monde » ; « engager les établissements du primaire et du secondaire sur la réussite de tous leurs élèves » ; « favoriser dans le secondaire l'éclosion de toutes les intelligences » – défendait une vision ultra libérale de l'école transformée en véritable supermarché des savoirs. Réduisant l'éducation à une visée purement utilitariste, au service de l'économie, permettant à la France de participer pleinement à la croissance mondiale. Jacques Attali prônait ainsi un libre choix total des établissements par les parents, via des « droits à l'école », utilisables à loisir dans le public ou le privé. Un schéma qui supposait bien sûr d'accorder plus d'autonomie aux établissements primaires et secondaires, sujet au programme des 316 décisions préconisées par la commission Attali.



Gwen veut le même diplôme que dans les écoles "d'élite".

**Non à la concurrence entre établissements !
Des diplômes nationaux !**

Construisons l'école de l'égalité !

Rejoignez la campagne
enseignement@pcf.fr

PCF Parti communiste français **FRONT DE GAUCHE**

autonomie contre service public

Cette mise en concurrence, déjà à l'œuvre, s'est renforcée avec l'assouplissement de la carte scolaire. Face à la pénurie des moyens, les établissements sont déjà contraints de faire des arbitrages en supprimant des options, des filières, certains devenant de fait moins attractifs que d'autres pour les familles.

De solides jalons ont donc été posés par ce gouvernement pour attaquer le service public d'éducation dans son cadre national, qu'il s'agisse des diplômés, de la formation, du statut et du recrutement des enseignants. Prenons l'exemple du dispositif CLAIR, devenu ÉCLAIR, qui ouvre la voie au recrutement des enseignants sur profil par le chef d'établissement ; de la réforme de l'évaluation des enseignants qui instaurera une concurrence entre les personnels éducatifs et transformera les chefs d'établissement en managers, sans qu'ils en aient la compétence ; constatons l'atomisation de la formation des enseignants initiale

comme continue depuis la réforme dite de la mastérisation.

L'échelon territorial – aussi séduisante que soit cette idée – ne saurait devenir celui du pilotage de notre système éducatif. Je m'inscris en faux contre l'évidence qui voudrait que l'accroissement de l'autonomie des « établissements » et l'instauration d'une contractualisation territoriale seraient susceptibles de réduire l'échec scolaire.

Non, l'ambition pour notre école, ne doit pas être celle d'une adaptabilité à des réalités territoriales, budgétaires ou économiques, mais bien celle d'une émancipation individuelle et collective. Et seul un service public d'éducation fort, rénové et démocratisé, reconstruit sur le modèle de l'élève qui n'a que l'école pour apprendre, permettra d'y répondre. C'est le pari que nous devons relever dès aujourd'hui pour permettre la réussite de tous les élèves.

DES DIPLÔMES NATIONAUX, DES ÉTABLISSEMENTS ÉGAUX

Nous voulons recréer une carte scolaire plus juste et de bonnes conditions d'études dans chaque établissement, afin d'enrayer la politique qui crée la fuite et la concurrence. Cela passe par l'abrogation de la LRU à l'université et de toutes les mesures d'autonomie financière des établissements scolaires.

De plus, le pouvoir a multiplié les options et les parcours individualisés : pour que le contenu du diplôme ne soit plus le même, donc ne soit plus également reconnu. Cela affaiblit les revendications communes de ceux qui ont le même diplôme, cela divise les salariés. Car le patronat veut diviser trois populations scolaires : une poignée

de privilégiés dans des établissements bien lotis ; 50% d'une génération à bac+3 individualisé donc sans diplôme égal pour fournir des salariés formés et peu payés ; « le reste » sacrifié avec un objectif minimal (le « socle commun »).

À l'inverse, nous voulons consolider le cadre national des diplômes, avec des formations après le collège qui débouchent obligatoirement sur des diplômes identiques à l'intérieur chaque filière (et non pas morcelables en compétences individuelles). Ainsi, ces diplômes (et toutes leurs années d'études) seront également reconnus, protégeant les futurs salariés face aux patrons.

DE L'ARGENT POUR L'ÉCOLE *pas pour les banques*

Marine Roussillon
responsable du réseau École
du PCF

Pour construire l'école de l'égalité, il y a besoins de moyens nouveaux. Bien sûr, les moyens seuls ne sont pas la solution. Renforcer le caractère inégalitaire de l'école, tout en donnant un peu de moyens pour atténuer ces inégalités, cela ne rime à rien ! C'est pourtant ce que propose le Parti socialiste, lorsqu'il affirme vouloir revenir sur les suppressions de postes tout en poursuivant la politique de différenciation des contenus (socle commun) et de mise en concurrence des établissements (autonomie). **Il y a besoin de moyens nouveaux, non pas pour panser les plaies créées par l'école, mais pour transformer l'école en profondeur, la refonder sur le modèle de l'élève qui n'a que l'école pour acquérir les savoirs scolaires.**

Quels sont les besoins ? Il faudra bien sûr recréer tous les postes supprimés par la droite, et créer des postes nouveaux. Les élèves sont en nombre croissants dans le primaire et dans le secondaire : il faut

donc plus d'enseignants, plus de personnel pour les accueillir. Nous voulons garantir le droit à la scolarisation dès deux ans pour les enfants dont les familles le souhaitent, dans des conditions adaptées aux tout-petits ; nous voulons rendre l'école obligatoire de trois à 18 ans ; nous voulons faire baisser les effectifs et améliorer l'encadrement ; nous voulons rétablir les RASED dans leurs moyens et créer des équipes pluri-professionnelles pour prévenir la difficulté scolaire, dans le primaire comme dans le secondaire ; nous ne voulons surtout pas augmenter la charge de travail des enseignants... Il faudra donc recruter massivement.

Ces recrutements devront se faire sous statut de la fonction publique, parce que c'est la seule garantie de l'égalité de qualité du service rendu sur l'ensemble du territoire. Ils devront s'accompagner d'un plan ambitieux de formation initiale et continue. Et ils devront aller de pair avec une revalorisation des métiers de l'éducation, qui ne peut passer que par un rattrapage des salaires.

Nous affirmons que l'école doit être gratuite pour être accessible à tous. Pour assurer cette gratuité réelle, il faudra mettre en place des fonds de lutte contre les inégalités.

Tout cela coûtera cher, très cher. La France a-t-elle encore les moyens d'une politique de progrès pour l'éducation, d'une politique qui ne sacrifie pas l'avenir de ses enfants ?

Notre réponse est claire : oui, la France a les moyens.

Comment pourrait-on accepter que la France soit suffisamment riche pour subventionner les banques et pas pour payer son école ? **Ce n'est pas en donnant toujours plus d'argent aux banques, en entretenant le cercle vicieux de la finance, que le pays sortira de la crise. C'est en mettant en œuvre une politique de formation au service de l'emploi, et d'un emploi de qualité.** C'est urgent, et nous n'avons pas le choix.

Alors, comment dégager les moyens nécessaires ? Pour financer ses politiques, notamment éducatives, l'État est actuellement obligé (par la législation européenne) d'emprunter sur les marchés financiers à des taux exorbitants. Le résultat : **quand l'État dépense 60 milliards pour l'école, cela lui coûte 10 milliards de plus qui vont directement dans la poche des banquiers !** La législation européenne a donc pour conséquence que toute dépense publique s'ac-



Thomas ne comprend pas :
cette année,
+ 5 000 élèves,
- 18 000 professeurs.

**Dépensons pour l'école,
pas pour la crise
des banquiers.**

Construisons l'école de l'égalité !

Rejoignez la campagne
enseignement@pcf.fr



de l'argent pour l'école

compagne nécessairement d'un cadeau aux banques. C'est scandaleux. Rompre avec cette règle absurde permettrait immédiatement d'augmenter le budget de l'Éducation nationale de 10 milliards d'euros (et de réaliser une augmentation équivalente de l'ensemble des dépenses publiques). Il suffirait pour cela de permettre aux États d'emprunter à taux 0 auprès d'un pôle public bancaire ou de la Banque centrale européenne, à condition que ce soit pour financer des dépenses utiles à la société (dépenses liées à la formation, à l'emploi ou aux services publics).

Nous proposons donc de mettre l'argent au service des besoins sociaux. Bien sûr, cela nécessite de **rompre avec les politiques d'austérité imposées par les marchés financiers et par l'Union européenne**. Mais nous ne sommes sûrement pas le seul pays d'Europe à y avoir intérêt. De nouveaux partenariats européens pourraient être fondés, non plus au service de la rentabilité financière, mais au service de la formation, de l'emploi et des services publics. Le PGE propose ainsi la création d'un fonds européen de solidarité pour l'emploi et les services publics.

En finir avec l'austérité, rompre avec le pacte euro+, créer un pôle public bancaire ou un fond européen de solidarité... Une telle politique nécessite du courage. Mais elle est nécessaire à la transformation de l'école et de la société que nous voulons. Elle est urgente si nous voulons répondre aux besoins de la société. Sans une telle politique, aucune transformation progressiste n'est possible. François Hollande en est le parfait exemple : après avoir proposé de revenir sur toutes les suppressions de postes dans l'Éducation nationale, il explique que ces créations seront faites au détriment des autres services publics. Déshabiller l'hôpital pour habiller l'école ? Cette absurdité est la conséquence de la lâcheté d'une gauche qui reste soumise aux intérêts de la finance.

Il est temps au contraire de rompre avec les politiques d'austérité, de cesser d'entretenir le système qui nous a conduit à la crise, de reprendre le pouvoir sur notre argent et de l'utiliser pour construire une école et une société fondées sur l'égalité.

PARLONS CHIFFRES...

En 2009, les « enseignements scolaires » (le primaire et le secondaire seulement, la recherche et le supérieur étant comptés à part dans la LOLF) ont coûté 60,0 milliards d'euros (principalement les salaires enseignants) sur un budget de l'État de 287,4 milliards, soit 20,8%.

Cette somme, importante, doit être mise en regard d'autres éléments : en 2009, les intérêts

de la dette de l'État représentent presque autant (48,0 milliards), soit 16,7% du budget de l'État.

On peut donc considérer que l'obligation d'emprunter sur les seuls marchés financiers, pour les dépenses scolaires, offre à la prédation des banques privées la somme 10 milliards d'euros ! (16,7% des intérêts de la dette).

Sources :

Ministère de l'Éducation nationale, *Repères et références statistiques 2011*, p.338 :

<http://www.education.gouv.fr/cid57096/reperes-et-references-statistiques.html><http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=37>

RENNES, 28 FÉVRIER 2012 *atelier sur l'école*

L'essentiel de la discussion porte sur la définition du projet d'école que l'on souhaite, en lien avec le projet de société. 35 % des Français affichent une forte préoccupation au sujet de l'école (juste derrière la question de l'emploi : 42 %). Les questions éducatives débordent donc largement du champ « réservé » des professionnels : il s'agit bien d'une question sociale majeure concernant les choix d'avenir pour notre pays, et chaque citoyen est concerné.

Une question centrale : celle de l'égalité d'accès au savoir et du « tous capables »

Aujourd'hui, le rôle de l'école est d'attribuer une place dans la société au moindre coût, ce qui inévitablement la conduit à être un instrument de reproduction des rapports sociaux (pourquoi dépenser de l'argent pour lutter contre les inégalités sociales existantes qui pénalisent l'accès aux savoirs pour les couches défavorisées ?). Avec la notion de mérite, prônée par l'actuel gouvernement, on laisse penser que chacun a eu, de manière égalitaire, la liberté individuelle de réussir (ceux qui ne réussiraient pas... l'auraient bien mérité !). Des moyens inégalitaires doivent être mis en place pour lutter contre les inégalités et plutôt que de valoriser une culture d'élite, il faut développer un réel accès démocratique aux savoirs (tout le monde s'accorde pour demander la reconstruction des RASED).

Derrière l'expression « tous capables », il y a la condamnation de la théorie des dons et de celle du fatalisme de la détermination sociale dans la réussite. Cela, bien sûr, ne signifie pas qu'il faille que tout le monde suive le même cursus : « tous capables » signifie que tous doivent pouvoir accéder à de réels choix qualifiants mais également à une culture générale qui intègre aussi la culture ouvrière. Ne pas oublier non plus que le rôle de l'école ne doit pas se limiter à la formation professionnelle mais doit contribuer à former le citoyen réellement pensant (et critique !) de demain et à épanouir l'individu (y compris grâce à l'accès à la culture, non directement « utilitaire »).

La formulation « une école fondée sur le modèle de l'élève qui n'a que l'école pour apprendre » est maladroite et, donc, à revoir. En effet, dans le projet capitaliste de reproduction à l'identique des rapports sociaux, la négation de la culture populaire, la dévalorisation du travail manuel jouent un rôle idéologique important. À l'extérieur de l'école, aussi, on apprend et, pour redonner dignité et confiance aux élèves des

couches populaires, il faut que l'école s'ouvre à ces connaissances extérieures et les valorise (« la main éclaire aussi la tête »). L'exemple est pris des enfants issus de l'immigration qui sont toujours, a priori, considérés comme « défavorisés » sur le plan des connaissances : jamais n'est valorisé le fait que certains d'entre eux parlent parfois 3 langues ! Plutôt que la formule utilisée dans le document du Front de Gauche, il vaudrait mieux dire que l'école ne doit pas utiliser les familles comme supplétif à l'enseignement (les évaluations, notamment, ne doivent pas faire référence à des connaissances extra-scolaires devant lesquelles tous les élèves ne sont pas à égalité).

Pas de démocratisation de l'école sans reconnaissance de l'enfant, dans sa globalité, et des parents

L'école doit s'adapter à l'enfant et non l'inverse. On sait bien que les normes actuelles pénalisent les enfants des milieux populaires, notamment en utilisant des références ou des modes d'apprentissages qui sont déconnectés de leur vécu (une place centrale doit être donnée à la pratique, comme moyen indispensable à la recherche et à la théorisation). L'élève, en tant que personne, doit retrouver une place centrale dans les apprentissages et l'école devra veiller à travailler en priorité sur la reconstruction de l'estime de soi auprès des élèves les plus démunis (trop d'élèves sont en grande souffrance à l'école : reconstruire la confiance en soi est primordial pour avoir la sérénité indispensable aux essais et, donc, aux apprentissages). Plutôt que de pénaliser les erreurs, il conviendrait de valoriser les réussites. Il faut aussi accepter qu'il faille du temps pour apprendre (l'âge ne doit pas fonctionner comme un couperet).

Les parents doivent être davantage associés et non pas de manière condescendante. Les instances dites de concertation sont aujourd'hui purement formelles et souvent utilisées comme simples chambres d'enregistrement des décisions prises par les professionnels (cf : conseils de classe). On pourrait envisager des lieux, à l'intérieur de l'école, où les parents pourraient se retrouver et animer des espaces de réflexion.

La question des connaissances

Dans le premier degré, des programmes élitistes visent à repérer très tôt les élèves (ceux qui suivent, ceux qui ne suivent pas) et à formater les esprits : on



Rennes, atelier sur l'école

ne construit plus des savoirs, on les ingurgite, si possible sans questionnement. Le socle commun, poursuivi au collège, entend apporter à la masse des élèves des outils basiques, ultérieurement utilisables sur le marché, au détriment de l'accès à la culture.

Les programmes du second degré ont été, pour partie, déconnectés des savoirs : on parle aujourd'hui de « compétences ». Les savoirs seraient acquis dans le milieu familial, en fonction des revenus (il y a ceux qui peuvent aller au musée... et ceux qui n'y vont jamais!), tandis que la majorité du peuple devrait faire preuve de « compétences », c'est-à-dire, de capacités d'adaptabilité par rapport aux demandes du marché. La remise en cause du collège unique vise à créer des filières précoces qui écarteraient les enfants des milieux populaires de l'accès à la culture générale.

La question du « niveau scolaire » a été abordée. Un intervenant estime qu'il y a « une baisse de niveau » (cf: « élèves entrant en 6^e sans savoir lire ni compter »). Il est rappelé que le seul étalon stable, intergénérationnel, existant est constitué des tests au service militaire (puis à la journée). Ceux-ci montrent qu'il n'y avait pas, jusqu'à récemment, de baisse de niveau globale mais que, par contre, les écarts s'étaient accrus. De récentes études, menées par des laboratoires en sociologie, font apparaître une relative baisse de niveau globale depuis 2007 (mise en place des nouveaux programmes), dans tous les milieux

sociaux. Celle-ci serait due à une augmentation du stress des élèves, lié à la mise en compétition (dispositifs d'évaluation envahissants, mise en concurrence des établissements).

L'école doit se libérer d'une conception étriquée et dogmatique des savoirs. Plus que la reproduction de dogmes, elle devrait se fixer comme objectif majeur de former à la recherche permanente.

Le socle de l'école : la formation des enseignants

En cassant la formation initiale et continue des enseignants, le gouvernement, outre qu'il fait des économies substantielles, retire aux enseignants les moyens d'être les véritables créateurs-chercheurs qu'ils devraient être, pour les transformer en simples agents de mise en œuvre d'une politique sélective de marchandisation des êtres humains.

Toutes les réformes en cours et prévues doivent être abrogées. Un vaste plan de consultation des professionnels et des usagés doit être réalisé afin de donner à l'école les moyens de sa réussite : une formation initiale et continue des enseignants de qualité dans laquelle la recherche aura une place centrale.

Les enseignants doivent pouvoir exercer leur rôle de citoyen, éventuellement critiques par rapport aux politiques menées.

NÎMES, 2 FÉVRIER 2012

assemblée citoyenne sur l'éducation

Une trentaine de personnes, en majorité des enseignants, s'est réunie au local des cheminots de la rue Benoit Malon à Nîmes, lors de l'une des soirées les plus froides de cet hiver. Si le vent glacial en a sans doute découragé quelques uns, le CAPD qui s'est prolongé dans la soirée a empêché des responsables syndicaux de venir.

Après la présentation des objectifs du Front de Gauche, Florence Thiébaud (PCF) a fait un état des lieux de l'école et des attaques dont elle est victime depuis de nombreuses années, attaques qui se sont accentuées sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy. Puis Katy Laurent (PG) a présenté les propositions du Front de Gauche pour l'éducation en s'appuyant sur le programme *L'humain d'abord* et les 12 propositions pour l'école de l'égalité avancées par le groupe Le front de gauche pour l'Éducation.

Le débat s'est ensuite déroulé pendant 1h30, alimenté par la quasi-totalité des participants à l'Assemblée. De la discussion, on peut dégager plusieurs thèmes.

D'abord, **l'école maternelle** est apparue pour de nombreux participants comme un enjeu essentiel. Lieu de l'apprentissage du langage, elle ne cesse d'être l'objet des attaques gouvernementales.

Sous l'effet des suppressions de poste, la scolarisation à 2 ans est désormais très minoritaire, ce qui permet au secteur privé de la petite enfance de se développer et renforce ainsi les inégalités culturelles et sociales. **Il est nécessaire de défendre la possibilité de la scolarisation à 2 ans.**

La formation actuelle des enseignants ne permet pas aux nouveaux professeurs des écoles d'entrer sereinement dans le métier. Il semble absolument nécessaire de **recréer une formation professionnelle des enseignants.**

Les enseignants doivent être responsabilisés pour penser une nouvelle école car l'école ne peut plus être celle d'avant. Par exemple, le développement de l'informatique doit être pris en compte dans la façon d'organiser le travail. De même le travail en équipe doit être encouragé (un débat s'est engagé sur la question du cloisonnement des enseignements).

La question des **principes qui fondent l'école de la République** a été soulevée et plusieurs participants ont souligné la nécessité de rappeler le caractère public et laïc de l'école. La laïcité devant aussi s'entendre par rapport aux idéologies actuellement dominantes et par rapport au patronat qui est très présent dans les lycées professionnels. L'école est un service public et, comme pour la santé, l'éducation nécessite des moyens. La réduction des moyens pour les services publics remet en cause leur existence même. Cela concerne donc l'ensemble de la société, tout le monde doit donc s'emparer de ce débat. Une participante rappelle que le plan Langevin-Wallon est encore d'actualité.

Ont été abordées aussi les questions de **la lutte contre les inégalités** et de l'école dans les quartiers populaires. Un

participant souligne la très forte aspiration des milieux populaires par rapport à l'école. En effet, ce sont souvent dans les quartiers populaires qu'ont lieu les plus fortes mobilisations pour la sauvegarde de classes. De ce fait, il est apprécié qu'un plan de lutte contre les inégalités soit mis en avant dans les 12 propositions (proposition 2). Le dispositif ECLAIR est aussi fortement critiqué par un enseignant travaillant dans un collège CLAIR. Il dénonce une destruction de l'école sous couvert du changement, le dispositif portant une logique de la désorganisation qui finit par détruire tout ce qui pouvait être fait d'intéressant et d'efficace dans ces établissements.

La question du **socle commun** a également été soulevée. Si un participant peut y trouver quelques vertus, d'autres ont souligné le caractère néfaste de cette mesure. Réduire l'éducation à « lire, écrire, compter » est absurde car le développement de l'enfant passe par d'autres choses qui structurent aussi le langage. Il est donc nécessaire, comme l'indiquent la 5e et la 7e des 12 propositions pour l'école, de se référer, non pas à un socle commun mais à une culture commune qui permettent de construire des citoyens raisonnables, éclairés.

Le débat a finalement porté sur la **finalité de l'enseignement**. L'école qui se met en place aujourd'hui est une école des inégalités, de l'individualisme qui fait des enseignants des machines à évaluer les capacités, les compétences des élèves, alors qu'ils devraient les former en tant que citoyens. Une participante souligne qu'il est nécessaire de sortir de l'utilitarisme de l'enseignement, que l'enseignement ne doit pas être pensé comme quelque chose de directement monnayable. D'autres proposent d'affirmer le fait d'être contre l'évaluation des élèves, le bac, par exemple, entraînant un gavage de connaissances plutôt qu'un véritable enseignement. Les difficultés actuelles des enseignants se trouvent donc peut-être en partie dans l'inadéquation entre le sens du métier et la réalité quotidienne de son exercice.

D'autres idées ont pu être exprimées de façon plus ponctuelle :

- Le programme n'est pas très clair sur la question de l'intégration des enfants en situation de handicap. Il est nécessaire de préciser notre position.
- Attention à ne pas laisser penser que nous voulons simplement l'égalité des chances. Pour nous l'égalité est le but à atteindre.
- Il est nécessaire de solliciter, d'impliquer les parents dans l'école.

Les interventions ont été à la fois riches et variées, souvent techniques, alternant les précisions sur le constat et des propositions pour préparer une refondation de l'école en France. Nous avons dû arrêter la discussion alors que certains participants avaient demandé la parole. Une autre assemblée sera donc organisée prochainement.

INTERVIEW

« La gratuité est une priorité absolue »

Sébastien Léger

militant FCPE

membre du groupe
de campagne Éducation
du Front de Gauche

Qu'est-ce qui t'a poussé à t'engager dans la campagne du Front de Gauche ?

Après 10 ans de politique de droite dont 5 ans de sarkozysme, le service public de l'éducation nationale a été sacrifié en supprimant 80 000 postes sous l'ère Darcos/Chatel. L'avenir de nos enfants est devenu la variable d'ajustement d'un gouvernement sourd aux demandes des parents et aux besoins des élèves.

Face à la politique libérale appliquée à l'éducation dont les élèves sont les premières victimes, le militant de la FCPE que je suis, comme un grand nombre de parents d'élèves, souhaite ardemment un virage à 180 degré de la politique éducative du prochain gouvernement. L'enfant devra être au cœur des réflexions et des propositions éducatives après le 6 mai, ce qui n'a pas été le cas depuis ces 10 dernières années.

Dans le prolongement de mon engagement associatif, il m'a paru évident que je participe activement à cette campagne présidentielle et notamment pour le candidat du Front de Gauche dont le projet éducatif est le plus proche de mes aspirations et de celles de bon nombre de parents d'élèves.

Quelle proposition aimerais-tu tout particulièrement mettre en avant dans cette campagne ?

À l'heure où le libéralisme et la crise économique impactent directement le pouvoir d'achat des familles, la gratuité est une priorité absolue, notamment face aux augmentations des tarifs des transports scolaires et le coût des livres aux lycées. Rappelons que

la gratuité est inscrite dans la constitution, l'école est gratuite car elle est obligatoire.

De plus, il me semble qu'il est urgent de redonner du sens et du souffle au service public de l'éducation nationale en redéfinissant dans la concertation les besoins des enseignants, des parents et des élèves. C'est l'avenir de la France qui est en jeu !

Il faudra mettre en œuvre une autre politique qui permettent de lutter contre les inégalités scolaires en octroyant des moyens supplémentaires aux établissements les plus défavorisés mais aussi les plus ruraux.

Donner plus à ceux qui ont moins, cela s'appelle la solidarité.

Comment penses-tu pouvoir être utile à la campagne sur le terrain ?

Souvent l'éducation est une affaire réservée aux enseignants, avec d'autres camarades, nous essayerons de faire entendre la voix des parents d'élèves comme nous le faisons quotidiennement !

Chaque jour, nous rencontrons les parents d'élèves à la sortie des établissements scolaires, ils mesurent bien les difficultés que l'école rencontre aujourd'hui à cause de la politique gouvernementale.

Nous discutons de l'avenir de nos enfants et quelles mesures le futur gouvernement devra prendre pour que chaque enfant puisse avoir la possibilité de réussir sa scolarité dans les meilleures conditions afin préparer son avenir professionnel mais aussi son avenir de citoyens.

ESSONNE

état d'urgence d'une catastrophe annoncée

Fouzia Settahi
responsable fédérale
du réseau École

La situation actuelle est grave : le ministère de l'Éducation vient d'annoncer la suppression de quelques 14 000 postes.

Dans le département de l'Essonne, le détail des suppressions de postes pour l'année prochaine est de mieux en mieux connu au fur et à mesure que les DHG sont présentées en Conseil d'administration des établissements.

Certains élus, certaines sections, ont réagi immédiatement pour alerter la population ou interpeller leur inspecteur d'académie.

En Essonne comme partout ailleurs la situation est grave. En primaire, malgré une argumentation de 911 élèves prévue, des postes seront supprimés (101 fermetures de classe contre 72 ouvertures à ce jour).

Les RASED et les ZEP vont être affaiblis de 91 postes !...

Dans les collèges : 333 élèves en plus pour 131 postes d'enseignements en moins.

Dans les lycées où des filières et des enseignements sont en disparition, des mobilisations sont déjà en cours (occupations, manifestations locales).

À Mennecy, deux classes doivent être supprimées. Le lycée professionnel Auguste Peret à Évry est particulièrement touché avec l'annonce de la suppression de dix postes d'enseignants sur 54.

L'objectif est clair : il s'agit de supprimer des filières pourtant demandées dans le seul but de favoriser l'apprentissage privé.

CHAMPIGNY**comité local pour l'enseignement public**

Pour Valérie Zélioli, qui introduit la réunion, il est urgent d'évoquer les mesures de carte scolaire car la ville de Champigny-sur-Marne est particulièrement touchée par les suppressions de postes. Depuis 5 ans la RGPP (*Révision générale des politiques publiques*) a entraîné la suppression de 80 000 postes d'enseignants au niveau national. À la rentrée scolaire 2012, il est prévu de supprimer 14 000 postes.

Dans le département, ce sont 127 postes qui sont concernés pour le primaire et 15 dans le secondaire. Malgré la mobilisation qui a rassemblé enseignants, parents et élus du département, l'Inspection académique a maintenu sa position concernant ses mesures.

Pour Champigny, dans le primaire, quatre écoles élémentaires sont concernées. Il faut aussi ajouter trois classes d'adaptation supprimées (CLAD) et la suppression de trois postes du Réseau d'aide spécialisée pour les enfants en difficultés (RASED). À l'école R. Rolland, la fermeture de la CLAD a mobilisé 300 parents signataires d'une pétition envoyée à l'Inspection académique. Des actions ont également été organisées dans d'autres écoles. Les suppressions de postes de RASED sur la 9^{ème} circonscription vont conduire à n'avoir qu'un psychologue scolaire et un enseignant spécialisé pour 4500 élèves.

Dans le secondaire, on peut lister de nombreuses fermetures de classes qui ne sont pas compensées par quelques ouvertures. Au lycée Langevin Wallon, les enseignants exigent la réouverture d'une 6^{ème} classe de seconde (promesse faite en mars 2011), le maintien des deux classes de 1^{ère}S (à effectif égal elles sont maintenues dans d'autres établissements campinois), l'ouverture d'une classe entière de 1^{er}ES, ils ont dû refuser des inscriptions à la précédente rentrée et une meilleure répartition des élèves du secteur entre tous les établissements. Dans ce lycée, on est passé de 33 classes en 2002 à 25 classes en 2012. Les filières et les options s'appauvrissent à Champigny au profit d'autres établissements (Saint-Maur, écoles privées). Même le label ÉCLAIR des

écoles, collèges et lycée du Bois l'Abbé ne garantit dans les faits aucun moyen supplémentaire, au contraire... Pour le moment, nous n'avons pas d'indication pour les autres lycées.

Nous assistons à un véritable abandon du service public de l'Éducation nationale avec des conséquences dramatiques pour les élèves les plus en difficultés. Ces mesures frappent prioritairement les écoles situées en ZEP au profit d'une logique économique. Un vœu pour dénoncer cette situation sera proposé au conseil municipal du 21/03/2012.

Pour M.Barre, enseignant du syndicat SUD, les deux villes les plus touchées par ces mesures sont Champigny-sur-Marne et Vitry-sur-Seine. Il est à noter l'unité d'action de tous les syndicats d'enseignants. Malgré la mobilisation des enseignants, des parents d'élèves et des élus, aucune modification n'a été obtenue pour le moment...

En riposte, des mobilisations sont prévues sur plusieurs villes du département :

Le 13 mars : débat autour d'un film sur le thème de l'aide aux enfants en difficultés Salle Desvilletes aux Boullereaux.

Le 15 mars : une grève intersyndicale est prévue avec une manifestation devant le ministère de l'Éducation Nationale.

Le 17 mars : une marche pour les villes d'Ivry et Vitry et à Orly-Choisy.

Plusieurs autres actions ont été suggérées dans le débat.

À Champigny, des banderoles seront apposées sur toutes les écoles de la ville avec des occupations tournantes des parents d'élèves. Proposition est faite que les messages des banderoles mettent en avant la mobilisation des parents. Une nuit des écoles sera organisée, ainsi que des occupations.

TARNOS (LANDES)

se bat pour les RASED

Entre 150 et 200 personnes s'étaient réunies ce vendredi 9 mars, à l'appel du maire de Tarnos (PCF), afin de dénoncer et de protester contre la suppression de 21 postes de RASED dans le département des Landes, sur 46 existants.

À Tarnos, c'est le poste de l'école Jean Jaurès qui est clairement menacé, voire déjà condamné. Tout un symbole !

Lundi dernier, jour de rentrée scolaire, les élus de la majorité municipale (PCF, PS, Républicains) avaient distribué de l'information devant les écoles primaires, recevant un accueil chaleureux de la part des parents comme du personnel, tous révoltés par la situation. Une banderole avait également été posée sur le fronton de l'Hôtel de ville.

Monsieur le maire, Jean-Marc Lespade, puis des représentantes des RASED ainsi que de la FCPE ont pris successivement la parole pour affirmer leur refus d'une telle condamnation des enfants les plus fragiles.

Dans la foule, enseignants, personnels ATSEM, territoriaux, parents d'élèves, élèves, citoyens... ont fait part de leur inquiétude devant ce désengagement supplémentaire de l'État dans l'avenir de ses enfants, ainsi que son désinvestissement progressifs mais non moins important des services publics en général.

Rappelons que dans l'éducation nationale, 66 000 postes ont été supprimés en 5 ans, dont 14 000 en 2012 ! Les classes sont surchargées et les enseignants ne peuvent plus apporter à tous les enfants l'attention et le soutien qu'ils méritent. Cela ne peut plus durer.

DISCOURS DE JEAN-MARC LESPADE, MAIRE (PCF) DE TARNOS

Nous y voilà ! Depuis 2007, l'Éducation nationale subit une cure d'austérité drastique : 66 000 postes ont été supprimés, 14 000 à partir de la prochaine rentrée. Au fur et à mesure des années, nous voyons se dégrader les conditions d'enseignement. En 4 ans et demi, la politique du gouvernement a réussi à mettre à genoux le service public d'éducation. Les premières victimes en sont nos enfants, nos jeunes !

Les réformes conduites par les ministres successifs n'ont visé qu'à réduire les moyens octroyés à l'Éducation nationale, s'appuyant inexorablement sur la caricature du « Mammouth à dégraisser » qu'en avait fait leur prédécesseur, avec un leitmotiv ressassé en permanence, « ce ne sont pas les moyens qui sont importants, c'est ce qu'on en fait ».

Sans même se rendre compte qu'on ne fait rien sans y mettre les moyens.

Partout en France, la pénurie de personnel :

- interdit l'accueil des tout-petits à l'école,
- ne permet plus d'assurer les remplacements des enseignants malades,
- conduit à créer des classes surchargées où il n'est possible, pour les enseignants, que de pratiquer une pédagogie frontale, mal adaptée pour les élèves les plus fragiles,
- anéantit la formation des enseignants et place les plus jeunes d'entre eux, et leurs classes, en difficulté,
- transforme les collèges et les lycées en entreprises, les obligeant à recruter auprès de Pôle Emploi des

« vacataires » dont les conditions de précarité sont telles qu'il leur faut beaucoup de courage pour gérer leurs élèves, surtout lorsqu'ils sont en difficulté,

- et supprime des filières de formation, ne laissant pour solution à des jeunes que de partir en apprentissage ou dans les formations privées.

Quels que soit les milieux sociaux, de nombreuses familles doivent avoir recours à de l'aide extérieure, entraînant l'explosion d'un marché juteux d'aide à la scolarité. L'« ascenseur social » qui motivait autrefois les jeunes en leur permettant de construire des perspectives positives d'avenir est aujourd'hui en panne et nous subissons tous une certaine dégradation des liens qui nous unissent à notre jeunesse, à notre avenir !

En cette année 2012, pourtant démocratiquement si importante, pas un signe d'apaisement ! C'est dire ce que deviendra demain l'Éducation nationale si l'état d'esprit des grandes orientations politiques mises en œuvre ne change pas. Sans un coup d'arrêt net à cette politique destructrice dès 2012, d'autres phases de régression sont encore devant nous.

Voilà en effet que l'Éducation nationale s'attaque aux RASED, les Réseaux d'aide spécialisée pour les élèves en difficulté. **Voilà qu'on veut encore nous faire « avaler » la nécessité de supprimer 21 postes d'enseignants spécialisés dans les Landes.** Il n'en resterait plus donc que 25 pour tout le département, un département où la population augmente sans cesse,





Tarnos pour les RASED

ainsi que le nombre des élèves scolarisés. Sur notre circonscription, 5 postes sur 9 sont concernés : pratiquement toutes les communes subiront les conséquences de ces mesures et partout les inquiétudes sont fortes (Saint-Martin de Seignanx, Capbreton, Tyrosse, Soustons...). À Tarnos, est visé le poste de Maître G, qui intervient comme rééducateur auprès des enfants qui ne parviennent pas à s'adapter aux attentes de l'école, qui manquent de confiance en eux, sont passifs ou instables pour les aider à restaurer l'estime d'eux-mêmes ou l'envie d'apprendre.

Les représentants du *Collectif RASED 40*, que j'ai invités à me rejoindre ici, vous expliqueront mieux que moi, ensuite, en quoi consiste leur mission aux côtés des élèves. Vous verrez combien il est important que nous soyons solidaires de leur lutte. Nous sommes tous concernés ! **Parce qu'abandonner un seul enfant en difficulté, c'est mettre tout une école en difficulté, c'est notre devoir de gagner cette lutte !** Vous entendrez aussi le représentant de l'association des parents d'élèves FCPE, Philippe Médiavilla, association que je tiens à remercier particulièrement d'avoir relayé notre appel.

La municipalité de Tarnos a décidé de s'engager fermement contre ces atteintes inacceptables ! Une motion de protestation et d'exigence a été votée, à l'unanimité du Conseil Municipal, mardi dernier. Vous connaissez l'importance que nous accordons à l'éducation, au point même que lorsque nous avons décidé de nous engager dans une action de coopération internationale, c'est un projet de lycée que nous avons choisi de porter, un lycée qui vient d'être inauguré à Sao-Domingos en Guinée Bissau.

Tous les efforts que nous consacrons au bien-être dans les écoles publiques de la ville (les bâtiments, les cours, les équipements, le travail partenarial mis en place avec les écoles et avec les parents), tout cela est le reflet de l'idée que nous nous faisons de l'éducation qui, parce qu'elle est l'avenir, doit être une priorité.

Nous sommes là ce soir pour exprimer notre soutien à l'exigence portée par le Collectif RASED 40 que l'administration renonce à son projet de suppression des postes dans les réseaux d'aide. Mais je ne peux pas ne pas évoquer toutes les autres mesures qui s'annoncent pour la rentrée et dont nous voyons les conséquences concrètes à chaque conseil d'administration du Collège Langevin-Wallon ou du lycée professionnel Ambroise Croizat.

Figurez-vous que, **dans le second degré aussi, l'Éducation nationale demande à notre département de rendre encore 23 postes de professeurs alors que nous accueillerons plus de 460 élèves supplémentaires : des dotations horaires seront encore réduites, de nouvelles disparitions de filières spécialisées s'annoncent, notamment dans l'enseignement technique où 17 postes sont supprimés, obligeant les élèves à aller se former ailleurs, ou, quand leurs famille n'ont pas les moyens de loger leurs enfants, hors du service public de l'Éducation nationale.**

Nous sommes donc là aussi pour dire combien nous attendons la mise en place d'une autre politique qui fasse de l'Éducation nationale une priorité, engageant une transformation progressiste de l'école, afin qu'elle permette à tous les enfants de disposer d'une solide culture, d'une formation pour préparer leur avenir et celui de notre pays, de notre monde, de notre civilisation !

Qu'on ne nous dise pas que nous n'avons pas les moyens de nos ambitions ! Qu'on ne nous assène pas en permanence la dérive de la dette publique pour nous faire accepter ces mesures d'austérité ! Rendez-vous compte ! **Sur les 1 600 milliards d'euros de dette publique, 1 200 sont consacrés à payer les intérêts illégitimes, depuis qu'en 1974 on a obligé les États à se financer sur les marchés financiers. Rien que cette année, ils représentent 50 milliards, soit pratiquement l'équivalent du budget de l'Éducation nationale.**

Pendant ce temps, on diminue les recettes. Depuis 2002, la multiplication de exonérations fiscales et sociales a fait perdre près de 100 milliards d'euros au budget de l'État, provoquant par le jeu des intérêts un doublement de la dette.

Quand on sait combien on consacre d'argent aux aventures militaires pour régir le monde, on se dit aussi que, du côté des dépenses, il y a des choix à faire !

Plutôt que de payer lourdement le coût de l'échec scolaire, engageons les dépenses nécessaires à l'avenir de notre pays. Ayons le courage de rompre avec les politiques d'austérité imposées par les marchés financiers. Mettons l'argent au service de la formation, de l'emploi et du progrès : au service de l'humain !

CORRÈZE

*coup de force intolérable contre le système éducatif***Émile Roubertie**Communiqué de
presse de la Fédération
du PCF 19**La fermeture de deux établissements scolaires assortie de la suppression de 290 postes en Limousin à la prochaine rentrée scolaire** constitue une scandaleuse

offensive contre le système éducatif de la République. Aucune raison sérieuse ne la justifie, si ce n'est une volonté politique délibérée de renoncer à un enseignement qui permette à chaque élève d'accéder aux savoirs nécessaires à la construction de son avenir tant professionnel, de citoyen ou tout simplement d'être humain.

En lieu et place d'un système éducatif garantissant la réussite de tous et l'épanouissement de chacun, on instaure un dispositif sélectif donc de relégation, pour les plus nombreux, destiné à dégager d'une part une élite sociale triée sur le volet et de l'autre, la main d'œuvre précaire sans qualification, taillable et corvéable à merci permettant de pérenniser le sacrosaint dogme néolibéral de l'abaissement du coût du travail flexibilisé.

Nul ne peut rester impassible devant une telle opération qui tourne résolument le dos aux besoins du Limousin, de ses territoires, de sa population, de sa jeunesse. En cohérence avec les nombreuses réactions des élus, la Fédération du PCF de la Corrèze est solidaire de l'indignation légitime des enseignants, des personnels de l'Éducation nationale, des parents d'élèves, des élèves. Elle a appelé ses adhérents, amis et sympathisants, les Corrèziennes et Corrèziens attachés aux valeurs républicaines à se joindre à la manifestation prévue à l'occasion de la réunion du comité technique paritaire à Limoges le mercredi 11 janvier devant le rectorat.

Au Conseil régional, le groupe *Limousin Terre de gauche* (PCF, PG, NPA) s'est félicité de la position du président de région, qui a écrit à Luc Châtel pour demander un moratoire sur les suppressions de postes d'enseignants prévues dans l'académie de Limoges à la rentrée prochaine, refusant, dans l'attente, de convoquer certaines instances académiques. En effet, l'an passé, ce groupe avait demandé, lors de la séance plénière de juin 2011, que le conseil régional refuse de signer avec l'État le *Contrat de plan régional de développement des formations professionnelles* (CPRDFP), tant que celui-ci ne rendrait pas les postes supprimés dans l'enseignement professionnel et ne s'engageait pas à un moratoire sur l'ensemble des

postes supprimées à la rentrée 2011. Cette proposition avait alors essuyé un refus de la majorité régionale...

Le groupe *Limousin Terre de gauche* s'oppose à la fermeture du lycée du Mas-Jambost à Limoges programmée par le Rectorat pour la rentrée prochaine. Tout d'abord, l'argent public des contribuables limousins a déjà servi à financer cet établissement et à maintenir en état l'ensemble des machines et outils nécessaires aux pratiques pédagogiques dans un lycée professionnel. Et les transferts de filières envisagés par le recteur montrent de toute évidence une méconnaissance du dossier, et de l'histoire des filières dans l'académie (à l'exemple d'une filière qui, fermée à Felletin par manque d'effectifs il y a quelques années, avait été rouverte, avec succès, au Mas-Jambost : la proposition est de la réinstaller à nouveau à Felletin !). Par ailleurs, la qualité de ce lycée professionnel à l'échelle de l'académie est incontestée, tout comme la vocation sociale de cet établissement au cœur d'un quartier de Limoges. Cette mission sociale est également celle de l'EREA de Meymac que le recteur entend fermer.

Mais en rayant de la carte un établissement scolaire, on applique à la lettre la politique du gouvernement Sarkozy : supprimer 290 postes dans l'académie de Limoges. En ciblant ainsi l'enseignement professionnel, on confirme le choix de privilégier l'apprentissage, choix idéologique selon lequel la culture générale qui accompagne la formation technique dans les lycées professionnels n'est pas utile. Ce faisant, on détruit au passage des dispositifs permettant aux élèves de poursuivre leurs études avant d'affronter le marché du travail.

C'est un choix que n'ont cessé de dénoncer les élus de *Limousin Terre de gauche* ces derniers mois, soulignant la concurrence entre enseignement professionnel et apprentissage et regrettant que la majorité régionale accompagne cette politique gouvernementale : la fermeture du Mas-Jambost en est une première illustration.

Mais, pas plus que les 290 emplois supprimés dans l'Éducation en Limousin, il n'est pas possible d'accepter la fermeture de cet établissement scolaire. Nous comprenons l'indignation des enseignants, élèves et parents. Ils peuvent compter sur notre soutien.

BOUCHES DU RHÔNE

le traitement de la difficulté scolaire est au cœur des combats pour une école de la réussite de tous

Dans notre département : 159 suppressions de postes dans le premier degré, 110 classes fermées, l'école est saccagée !

Augmentation du nombre d'élèves dans les classes, recul de la scolarisation des enfants en maternelle... Et avec la fermeture de tous les postes de maître G (rééducateur) et de 66 postes de maîtres E, ce sont les RASED qui disparaissent !

Dans notre pays riche, au nom de la crise, de la réduction des dépenses publiques, le gouvernement veut imposer sa vision de l'éducation : « l'école pour chacun ». À coup de réformes, de décrets, de suppressions de postes, il multiplie les attaques contre l'école, contre les enfants et les jeunes les plus fragiles.

La droite et les libéraux ont une vision dangereuse de l'éducation où « l'égalité » est une affaire de « chances », la réussite à l'école est fondée sur des « dons ». Il y aurait des enfants doués, aptes à apprendre et d'autres non. Pour de rares élus « la chance » de « l'excellence » et des programmes ambitieux, pour de nombreux autres le « socle commun ». Et pour tout ceux que l'école laisse sur le bord du chemin, pour

leur éviter toute « souffrance », l'apprentissage à 14 ans !

Loin de s'attaquer à l'« échec scolaire », à la « souffrance » et à la difficulté, les politiques éducatives l'organisent. Elles excluent une grande partie de la jeunesse du droit à l'éducation et à la poursuite des études. Elles empêchent les enseignants de travailler à la réussite de tous leurs élèves.

Le traitement de la difficulté scolaire est au cœur des combats pour une école de la réussite de tous !

Pour remplir ses missions de service public, l'Éducation nationale a besoin de professeurs en nombre et formés, de RASED, seul dispositif gratuit d'aides spécialisées à l'intérieur de l'école. Le RASED permet de repérer, prévenir et combattre les difficultés scolaires à l'école sans renvoyer le problème aux élèves, aux familles et à leur portemonnaie.

C'est le rôle du service public d'Éducation nationale. **Nous voulons une école qui prend en compte tous les enfants dans leur globalité, qui affirme la capacité de tous à apprendre et réussir.** Nous voulons à la fois des mesures d'urgence et une politique visant à une transformation d'ampleur.

RÉACTIONS DES ÉLUS PCF ET RÉPONSES À LA LETTRE OUVERTE DES COLLECTIFS RASED

question écrite de Michel Vaxès, député

M. Michel Vaxès appelle l'attention de M. le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative sur les vives inquiétudes que suscite l'annonce de la suppression de 5 700 postes dans l'enseignement du premier degré dont 2 500 postes de personnels spécialisés des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED) à la rentrée 2012. Ce projet remet en cause pour la troisième année consécutive l'existence de ces réseaux constitués d'enseignants spécialisés et de psychologues.

Cette suppression s'ajoute aux 2 500 postes déjà supprimés entre 2008 et 2011 alors que la part des élèves en grande difficulté scolaire est en constante augmentation puisqu'elle est passée de 15% en 2000 à 20% en 2009. Il rappelle que ce dispositif est un élément de réponse indispensable à la situation des élèves en grande difficulté. Les RASED regroupent

des professionnels formés pour répondre aux besoins spécifiques des élèves en grandes difficultés. Ils permettent à de nombreux enfants de poursuivre leur scolarité en les aidant à accéder aux apprentissages fondamentaux. Ils travaillent avec des petits groupes d'élèves, en collaboration avec les familles, les enseignants et en partenariat avec les intervenants extérieurs (orthophonistes, psychologues...). Cette prise en compte des élèves au sein de leur environnement permet de mieux identifier l'origine de leurs difficultés et d'apporter les réponses les mieux adaptées à leurs situations.

À ce titre, les RASED occupent une place d'importance dans la lutte contre l'échec scolaire dont le gouvernement prétend faire l'une des priorités de son action. Pour ces raisons, la mise en place de l'aide personnalisée, si elle peut s'avérer utile dans l'aide



le traitement de la difficulté scolaire

aux devoirs, ne saurait se substituer à l'accompagnement spécifique dont les RASED assurent la mission auprès des élèves en grandes difficultés. Il lui demande les solutions que le gouvernement entend pour

garantir aux élèves en grande difficulté scolaire un accompagnement approprié et quelles mesures sont envisagées pour l'avenir des dispositifs RASED et des professionnels qui les composent.

réponses de Frédéric Dutoit, conseiller municipal de Marseille, et Patrick Magro, vice-président de Marseille Provence Métropole, présidents des groupes communiste, républicain, citoyen

Par lettre ouverte aux élus, le collectif RASED nous interpelle sur la situation de l'école et une nouvelle mise en cause par le gouvernement de plusieurs milliers de postes de ce Réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté, dont 159 concerneraient notre département.

C'est totalement inacceptable dans une situation où le nombre d'enfants en grande difficulté scolaire ne cesse de s'accroître. Cela revient clairement à abandonner des enfants à l'échec scolaire, l'exclusion, voire la violence ou renvoyer sur les parents qui le pourront financièrement, la charge d'une aide individualisée payante.

Élus de Marseille et de la communauté urbaine, nous avons toutes les raisons de combattre cette nouvelle attaque contre un service public d'aide aux élèves les plus en difficultés.

En effet, derrière le « modèle » de l'université unique d'Aix-Marseille, notre aire urbaine souffre lourdement d'un mouvement de plus en plus inégalitaire en matière de formation : à la sortie de scolarisation 13% des personnes ont accédé au niveau Bac+3, mais 25% des plus de 15 ans n'ont aujourd'hui aucun diplôme. Il est donc suicidaire d'enfoncer un peu plus nos territoires dans de véritables déserts du savoir, dans la déqualification, surtout quand on veut faire de la connaissance un des moteurs d'un nouveau développement durable.

L'expérience le démontre : dans tous les domaines où les choix politiques ont fait prévaloir une privatisation des réponses à une question sociale, on n'a fait qu'aggraver les inégalités et creuser les fractures territoriales. C'est vrai de l'habitat où le mal-logement est aujourd'hui estimé à 8 millions de personnes. Certains en meurent chaque année. C'est vrai de la santé où le recul de l'hôpital public va de pair avec celui de l'accès aux soins ; mais aussi des transports où le tout voiture asphyxie les villes et les portemonnaies.

Parce qu'il place « l'humain d'abord », le programme du Front de Gauche est un engagement clair : **les RASED seront rétablis dans leurs moyens**. Non pour revenir à un statu quo, mais pour refonder une politique nationale de gratuité et d'égalité d'accès et de partage des savoirs, de la maternelle à l'université. Cela va de pair avec un vrai plan de lutte contre les inégalités sociales à l'école, la mise en place d'observatoires territoriaux des inégalités, rassemblant élus, parents, enseignants, personnels, élèves et personnalités associées. La finalité de notre projet est l'émancipation, en créant les conditions pour que chacune et chacun puisse construire sa vie libre de toute domination et développer ses potentialités.

Il est urgent de mettre un terme à la régression de notre système éducatif et de construire l'école de l'égalité qui affirme la capacité de tous les élèves à apprendre et à réussir.

À vos côtés, nous agissons en ce sens.



*le traitement de la difficulté scolaire**contribution de* **Jean-Marc Coppola*****Quelles solutions proposez-vous pour sortir de cette situation très préoccupante du nombre d'élèves en échec scolaire ?***

Notre ambition doit être celle de l'excellence pour tous. Nous devons aller dans le sens du réinvestissement scolaire et non dans celui d'une externalisation de l'aide livrée aux officines privées. L'école ne doit pas être une machine à exclure ou à étiqueter. Chaque jeune y a sa place et c'est à l'institution de la lui donner parce qu'elle ne renonce à la réussite de personne. Il est nécessaire d'agir sur les apprentissages pour permettre à l'élève d'apprendre sur lui-même et par lui-même, en le responsabilisant et en lui redonnant confiance sur ses capacités à transformer son avenir.

La gauche doit s'engager, si elle obtient la majorité, à ouvrir le grand chantier de l'école démocratique du XXIème siècle pour la réussite de tous. Cette démarche doit intégrer une concertation déconcentrée avec l'ensemble de la communauté éducative : enseignants et l'ensemble des personnels (conseillers d'orientation-psychologues...), élèves, parents... L'enjeu est la construction d'une école capable de permettre à tous les jeunes de s'approprier les outils de l'émancipation intellectuelle et le pouvoir que procurent les savoirs. Une vaste réflexion doit s'engager sur la formation des enseignants, le contenu des programmes, les besoins nécessaires en termes d'encadrement, sur les missions de l'école.

Mais cette démarche ambitieuse ne peut aboutir que si l'on sort l'école de l'étai libéral, de la logique de la concurrence et de la rentabilité. Nous devons réfléchir, à partir d'expériences existantes, à tous les dispositifs à mettre en œuvre dans le cadre du service public d'Education nationale pour combattre la rupture scolaire.

Sans être dogmatique sur les articulations à inventer entre le milieu éducatif et le monde de l'entreprise, on ne peut se résoudre à concevoir leurs liens en termes d'adaptabilité au marché. Et de manière indissociable nous devons soutenir la création et l'appropriation sociale et citoyenne des œuvres, des pratiques culturelles et artistiques y compris à l'école.

Quelle est votre position sur l'avenir du dispositif RASED et des professionnels qui le composent ?

Si le ministère a décidé d'éradiquer le seul dispositif gratuit d'aides spécialisées à l'intérieur de l'école, ce

n'est pas par contrainte économique mais par choix idéologique voire philosophique.

La droite néolibérale aborde la question de l'éducation de la même manière qu'elle traite de nombreuses questions, de la santé à l'immigration, c'est-à-dire d'un point de vue de classe, revenant ainsi sur le principe d'égalité. Il y aurait les jeunes qui sont aptes à apprendre et les autres comme il y a les bons et les mauvais immigrés. Tout cela reposant, généralement, sur l'origine sociale de l'individu. Les enfants des quartiers populaires sont ainsi perçus par la droite comme une menace, considérés comme inutiles au pays. Il y a une réelle volonté de détruire l'école du peuple.

L'école de l'égalité, de la réussite de tous implique à la fois d'affirmer que tous les enfants sont capables d'apprendre et de comprendre les ressorts des difficultés scolaires. Le traitement de la difficulté scolaire est au cœur des enjeux éducatifs.

Le RASED permet, dans l'école, de détecter et combattre les difficultés scolaires sans la renvoyer aux enseignants, aux élèves, aux familles. C'est le rôle du service public d'Éducation nationale. Le RASED participe du combat pour un droit à l'égalité de l'accès aux savoirs pour tous dans une école où l'on apprend ensemble. C'est un espace dans lequel agissent les maîtres de réseau et psychologues scolaire possesseurs d'une pratique professionnelle indispensable à l'école, aux élèves, parce qu'ils travaillent au sein des équipes, à leur demande, avec elles pour tisser ou retisser des liens entre les élèves et la classe, l'école, les apprentissages. L'école a besoin de professionnels spécialisés, pour croiser les regards, aider à la prise en compte de l'enfant dans ses différences, sa singularité, mais aussi son unité. Ce dispositif est la réponse au traitement de la difficulté scolaire que l'Éducation nationale a construit dans le temps, il est à interroger, à transformer comme évolue toute réponse à la satisfaction d'un besoin humain.

Les RASED ont comme force d'être un dispositif concernant toutes les écoles sur tout le territoire, un élément de l'unité du système éducatif, élément de cohésion, d'égalité de droits. Je suis convaincu que c'est en développant cette forme de service public d'aide aux élèves – qui dépasse la conception de l'enseignement prioritaire sans nier son utilité – que nous pourrions renforcer son efficacité, améliorer cet outil de l'égalité pour combattre l'échec scolaire.



MARSEILLE, MAIRIE DE SECTEUR, 13^e ET 14^e ARRONDISSEMENTS

intervention au conseil d'arrondissement

Josiane Korobeinik
rééducatrice en RASED

Bonsoir Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux et d'arrondissements de Marseille, Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie de nous accueillir une fois encore dans cette mairie de secteur. Nous y reconnaissons avec plaisir beaucoup de personnes engagées avec les parents et nous, les enseignants dans les luttes pour l'école.

Je travaille dans un RASED, je suis rééducatrice de l'Éducation nationale, maîtresse G. Je suis présidente de l'AREN 13. Je le rappelle, le RASED est un dispositif du service public de l'Éducation nationale. Les RASED sont composés de maîtres E ou maîtres d'adaptation, de maîtres G ou rééducateurs et de psychologues scolaires. Nous sommes enseignants, nous avons travaillé en classe, et nous sommes formés spécialement sur les difficultés d'apprentissages et de comportement des élèves, des enfants. Le maître d'adaptation apporte une réponse pédagogique à la difficulté de l'élève. Le rééducateur travaille avec l'élève et sa famille à surmonter les difficultés à être élève, à faire évoluer ses relations à l'école, son comportement d'élève.

Le travail du RASED est défini par des textes du ministère de l'Éducation nationale et évalué par les Inspecteurs de l'Éducation nationale. Le RASED est un outil de prévention de la difficulté, de repérage, d'analyse, de recherche de réponses adaptées et enfin d'aide pratique pour chaque enfant. C'est notre métier. Nous sommes qualifiés pour exercer ce métier.

L'aide du RASED est actuellement la seule aide directe « non strictement pédagogique » proposée aux enfants et leur famille à l'intérieur de l'école. Pour apprendre il faut franchir certaines étapes et acquérir des capacités sur lesquelles les membres des RASED travaillent avec les élèves (sécurité affective, estime de soi, construction identitaire solide, accès à la symbolisation, à l'imaginaire, intégration à la loi, capacité à faire des liens, capacité de mobilisation, de réflexion, de concentration) et cela dans un lien étroit avec les équipes pédagogiques et les familles. Ainsi, nous travaillons au sein des équipes, à leur demande, avec elles pour tisser ou retisser des liens entre les élèves et la classe, l'école, les apprentissages. Dans le but, toujours, de l'inclure mieux à la classe.

Nous travaillons pour des élèves en grande difficulté pour qui le soutien (l'aide personnalisée) ne suffit pas.

L'aide personnalisée ne répond pas aux mêmes besoins que l'aide spécialisée. L'aide spécialisée s'adresse à des élèves pour qui la difficulté est avérée, plus profonde. Le but de l'action du réseau, c'est donc le réinvestissement scolaire, pour des enfants qui pourraient décrocher, en souffrance à l'école, voire en rupture (vous voyez le paradoxe entre le discours du gouvernement, sa soi-disant volonté de lutter contre l'échec scolaire, le décrochage, la souffrance à l'école et ses actes...).

Nous tentons avec les équipes de nous approcher au plus près des besoins de l'enfant, en échangeant nos analyses : notre regard est pluriel. Nous tentons de le connaître dans sa globalité, et pas seulement au scanner de ses compétences, et dans ce qui se joue en particulier pour lui, toujours à un moment donné. Tout est en évolution pour l'enfant. Ensuite nous proposons une aide : aide en classe, différenciation, aide personnalisée, aide du réseau, voire une aide extérieure (orthophonie, CMPP). C'est donc aussi un dispositif utile pour tous les élèves, toutes les équipes, qui aide à la prise en compte de l'enfant dans ses différences, sa singularité, mais aussi son unité.

Ce dispositif, et c'est sa force, n'est pas hors l'école. Il est une réponse collective de l'école à la grande difficulté scolaire, chacun y assumant une place différente et particulière. Enseigner, c'est un métier, aider les élèves en difficulté à l'école, c'est un métier. Cette aide doit, de notre point de vue se faire à l'école. L'aide à l'école, par l'école, permet d'éviter la stigmatisation des familles, des élèves, et répond à l'idée que tous peuvent apprendre, que les difficultés peuvent être surmontées. Cela montre l'ambition humaniste de l'école de réussite de tous avec une attention pour les plus fragiles (CNR). Être aidé à l'école c'est un droit, et c'est le devoir de l'école. C'est une prise de responsabilité de l'école sans la renvoyer aux élèves et à leur famille. C'est le contraire de la culpabilisation des familles, des enfants. Au contraire, c'est une revalorisation du travail éducatif des familles. C'est pourquoi nous ne voulons pas d'une externalisation de l'aide, une aide livrée aux officines privées, voire une médicalisation abusive, l'aide doit rester dans le service public d'éducation.

Même si les structures comme les CMPP sont à défendre, même si la psychiatrie est à défendre, il faut défendre un espace entre le simple soutien et le recours à la médecine, la psychiatrie. De même, s'il faut des structures d'aide aux devoirs, l'aide pédago-





rééducatrice en RASED

gique et la réponse à la grande difficulté ont besoin de réponses professionnelles.

Donc, je travaille en RASED ou plutôt, je travaillais car outre les scandaleuses suppressions de classe dont a parlé ma camarade représentant le SNUIPP FSU (et nous sommes bien placés en RASED, pour savoir que les élèves ont besoin de classes à effectif allégé, de maîtres formés, de classes en maternelle, de remplaçants), il y aura encore des suppressions de postes de RASED. Sur l'ensemble du pays on estime à 2 500 les suppressions de postes de RASED sur 5 700 suppressions de postes EN. Dans le 13, une centaine de classes supprimées et 66 postes E et tous les postes G de RASED. Il faut bien comprendre : sans un des piliers du RASED (les postes G) tel qu'il est défini dans les textes ministériels, le dispositif n'existe plus. C'est historique.

Pour donner un exemple, celui de Marseille 2 : nous sommes passés de 11 à 3 postes de E et G de RASED en 3 ans. L'an prochain ils ne seront que 2 maîtres E et les 4 psychologues scolaires car mon poste est supprimé.

Les postes de psychologues ne sont pas supprimés même si nous sommes inquiets car il n'y aura plus de psychologues scolaires formés dans l'Académie Aix Marseille et à terme cette profession risque aussi de disparaître des écoles. Nous sommes aussi inquiets pour la médecine scolaire, les infirmiers scolaires, et autres dispositifs de l'EN.

Quelles conséquences auront ces suppressions pour l'école, les familles, les élèves ?

En septembre 2012, pour la première fois depuis les années 70, date de la création des GAPP, ancêtres des RASED et j'ose le dire depuis 1945 : en effet en 1945 au sortir de la guerre dans un pays dévasté le CNR prend la décision ambitieuse pour l'école et les enfants du pays de transformer l'école avec une

attention pour les enfants les plus fragiles en nommant des psychologues à l'école. Pour la première fois depuis 37 ans en France, les enfants qui ont des difficultés d'apprentissage, d'adaptation au système scolaire, ceux qui n'y trouvent pas leur place et y sont en souffrance ne recevront plus d'aide d'un dispositif spécifique, pensé pour eux par la nation et adapté à leur situation dans l'école, et les familles n'auront d'autres recours que les structures médicales externes et les officines de soutien privées. Car il leur faudra bien trouver des solutions.

Car, évidemment, la suppression de l'aide spécialisée à l'école ne signifie pas qu'il n'y a plus de difficulté, plus de souffrance pour certains enfants. Au contraire, nous pensons qu'il y a dans ces décisions beaucoup d'injustices, un renoncement acté de la réussite de tous, de l'école pour tous. Certains parlent d'abandon (textes d'Ouzoulias et autres chercheurs). Mais aussi un renoncement au travail d'équipe des enseignants, un renoncement au travail de l'école dans le lien avec les familles et leur reconnaissance à l'école même si les équipes et les directeurs feront tout pour entretenir ces liens.

Ne plus permettre cette aide à l'école, c'est condamner plus d'enfants à vivre en marge des apprentissages, des autres, de la classe, de l'école, de la société.

Ne plus permettre cette aide, c'est laisser de plus en plus de familles se tourner vers des structures d'aide privées.

Les enfants qui rencontrent des difficultés ne sont pas une catégorie à part. Tout enfant, comme tout adulte, peut être en panne d'apprendre cela ne veut pas dire qu'il n'a pas sa pierre à apporter à l'édifice commun, ses capacités. L'école de la nation ne peut pas se priver de la richesse de ces enfants.

Les dommages seraient très graves pour la cohésion sociale, pour la société, le vivre ensemble.



UNE POLITIQUE À HAUT RISQUE

*plus aucune aide spécialisée dès la rentrée
pour 250 000 élèves d'école primaire*

appel
des
RASED

Année après année, les cartes scolaires révèlent un véritable abandon du service public d'éducation :

- augmentation des effectifs par classe
- dégradation des formations initiale et continue des maîtres
- diminution des postes de remplaçants
- abandon de la scolarisation dès 2 ans
- conditions dégradées de scolarisation pour les élèves en situation de handicap
- démantèlement des RASED (Réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté)
- maîtres E (rééducateurs et psychologues)

L'école tout entière est touchée avec de lourdes conséquences pour les plus fragilisés de ses élèves.

Pour la rentrée 2012, une nouvelle vague de suppressions massives de postes de RASED est programmée, qui portera à près de 5000 le nombre de postes d'enseignants spécialisés de RASED détruits depuis 2008. Le ministère saborde ainsi le seul dispositif gratuit d'aides spécialisées et psychologiques à l'intérieur de l'école. Des milliers d'élèves sont sacrifiés, sous couvert d'une dette publique qui masque en réalité une vision ultralibérale de l'éducation.

Attaquer les RASED

- C'est supprimer le regard spécifique des enseignants spécialisés sur les élèves en difficulté.
- C'est laisser des enfants, pour lesquels la réponse pédagogique du maître de la classe n'est pas suffisante, s'enfoncer résolument dans l'échec scolaire, la violence ou l'exclusion.
- C'est ne plus accompagner les familles et laisser des enseignants désarmés par des enfants qui n'apprennent pas.
- C'est externaliser la difficulté scolaire vers le secteur privé en renvoyant aux familles la responsabilité et la charge d'en supporter le coût.

L'aide personnalisée et les stages ne peuvent en aucun cas remplacer les RASED ; chacun le sait, depuis les enseignants, les parents, jusqu'à l'Inspection Générale qui l'a clairement exprimé dès 2009. La difficulté scolaire est complexe et multiforme. L'école a besoin de tous les professionnels spécialisés, pour croiser les regards et assurer l'accompagnement des élèves afin d'enrayer l'échec scolaire.

Toutes les ressources doivent pouvoir être mobilisées dans l'ensemble des dispositifs pour assurer la réussite de tous les élèves.

SAUVER ET DÉVELOPPER LES RASED, C'EST DÉFENDRE UNE ÉCOLE POUR TOUS !

Pour signer l'appel : <http://www.appeldesrased.fr/index.php?p=9>

À l'initiative des organisations du **Collectif national Rased** : AFPEN, FNAME, FNAREN, ANCP, FCPE, AGSAS, CGT Educ'action, SE-UNSA, SGEN-CFDT, SIEN-UNSA, SNPI-FSU, SN PsyEN-UNSA, SNUipp-FSU, SUD-éducation

PUBLICATION D'UNE PLATE-FORME CITOYENNE POUR L'ÉCOLE

L'école est devenue un amplificateur d'inégalités. Les enfants des familles les plus défavorisées souffrent de parcours scolaires douloureux liés à la précarité, au mal-logement, à la stigmatisation... Pourtant leurs parents mettent beaucoup d'espoir dans l'École, pour « briser la chaîne », pour permettre « que [leurs] enfants ne vivent pas ce [qu'ils] ont vécu ».

Alarmé par l'amplification de ces inégalités scolaires, ATD Quart Monde a proposé à tous les acteurs de l'École (syndicats, parents d'élèves, mouvements pédagogiques), de construire ensemble une École de la réussite de tous.

Un comité interpartenarial s'est réuni tout au long de l'année 2011. Des *Ateliers pour l'école* se sont tenus à Lyon en novembre dernier : ils ont permis d'approfondir la réflexion sur l'École en croisant les expériences et les savoirs de chercheurs, d'enseignants, de parents, notamment des parents et des jeunes qui connaissent la grande pauvreté ; ils ont également permis de faire émerger des propositions.

Des points d'accord essentiels entre « des mondes qui se font peur » :

- L'accès aux savoirs et à la culture est une clé essentielle de l'éradication de la grande pauvreté.
- L'accès de tous et toutes au droit fondamental à l'éducation (art. 26 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme) doit se faire avec tous et par la mobilisation de tous.

AGENDA

17 mars, Paris, La Bellevilloise, 9h-17h

La FCPE interpelle les candidats à la présidentielle

Jean-Luc Mélenchon sera présent, ainsi que François Hollande (PS), Eva Joly (EELV) et Philippe Poutou (NPA). François Bayrou (Modem) sera représenté. Nicolas Sarkozy (UMP) n'a pas répondu à l'invitation. La FCPE interrogera les candidats sur ses « 12 exigences pour l'École », qu'elle leur a fait parvenir, et plus globalement sur son souhait d'une « nouvelle loi d'orientation et de programmation pour une nouvelle école ». Une heure sera consacrée à chaque candidat.

19 mars, Lille

Assemblée citoyenne avec Gérard Aschieri.

19 mars, Gisors (salle des fêtes), 19h

L'école de l'égalité : une école de qualité pour tous et partout. Assemblée citoyenne avec Stéphane Bonnéry et les candidats aux législatives.

19 mars, L'Usine

Le Front de gauche pour l'éducation rencontre le SNUipp.

20 mars, Rouen

Assemblée citoyenne sur l'école avec Gérard Aschieri.

20 mars, Alençon, 20h30 (salle Baudelaire)

Contre l'école libérale, construisons l'école de l'égalité ! Le Front de gauche présente ses propositions. Avec Marine Roussillon.

- Toute pédagogie repose sur l'affirmation que tous les enfants sont capables d'apprendre.

- Toute pédagogie doit contribuer à construire et respecter l'égalité de dignité de tous.

- Le dialogue entre tous les acteurs (parents, professionnels et enfants) est indispensable à la réussite des enfants.

- Pour favoriser la réussite de tous, il est nécessaire de mettre en œuvre à l'École une éthique de la coopération.

- Il est nécessaire de mettre en œuvre une formation initiale et continue adaptée des professionnels de l'École pour développer leur capacité à entrer en relation avec tous les parents et tous les enfants, quels qu'ils soient.

En s'appuyant sur ces points d'accord, et grâce au travail effectué lors des *Ateliers pour l'école*, le comité interpartenarial a rédigé une plateforme de propositions précises pouvant déclencher des changements profonds, intitulée : **Construire ensemble l'École de la réussite de tous !**

Cette plate-forme a été publiée le 13 mars. Elle peut être consultée ici :

<http://www.atd-quartmonde.fr/CONSTRUIRE-ENSEMBLE-L-ECOLE-DE-LA.html>

La plate-forme sera soumise dans les prochaines semaines aux candidats à la présidentielle. Une rencontre avec Jean-Luc Mélenchon et les membres du groupe *Le Front de gauche pour l'éducation* est prévue le 22 mars.

20 mars, Sucy en Brie, 20h

(Maison des Familles, 6 bis place Chaumontel)

Quelle école voulons-nous ? Dans quelle société la voulons-nous ? Avec Stéphane Bonnéry.

20 mars, La Courneuve.

Assemblée citoyenne : services publics et éducation. Avec Christine Passerieux, membre du groupe de campagne éducation du Front de Gauche.

21 mars, La Seyne sur mer

Assemblée citoyenne sur l'éducation. Avec Miranda Cirasaro.

21 mars, Saint-Martin-des-Champs

(salle Gallouedec), pays de Morlaix, 20h

Quelle école pour demain ? Avec quels moyens ? Quels financements ? Assemblée citoyenne avec la participation de Gérard Aschieri, membre du groupe de campagne éducation du Front de Gauche.

22 mars, Belfort.

Faut-il mettre fin au collège unique ? Tous les moyens pour combattre l'échec scolaire de l'intérieur ont-ils été épuisés ? Un projet de gauche pour l'école peut-il renoncer au principe de l'école unique ? Avec Christine Passerieux (GFEN, Groupe de campagne École Front de gauche) et Marine Roussillon (responsable nationale du réseau école du PCF).

LE RÉSEAU ÉCOLE DANS LES DÉBATS

*retrouvez les comptes-rendus d'assemblées citoyennes sur l'école dans notre nouvelle rubrique :
l'école dans la campagne du Front de Gauche...*

Ces dernières semaines, les débats sur l'école se sont multipliés un peu partout en France.

20 février. Oignies. *Quelle école voulons-nous ?* Avec Cathy Apourceau-Poly, présidente de la commission Lycées, Apprentissage, Schéma régional des formations du Conseil régional Nord/Pas-de-Calais.

22 février. Quetigny. *Nous voulons l'école de l'égalité ! Venez en discuter,* débat autour des 12 propositions du Front de Gauche.

28 février. Rennes. Atelier citoyen pour l'enrichissement du programme *L'humain d'abord : Vers une école de l'égalité et de la réussite pour tous.*

29 février. Castres. *Quel avenir pour l'enseignement professionnel public ?* Avec Stéphane Bonnéry, responsable du projet éducatif du PCF, Jeanne Jimenez, conseillère régionale communiste de Midi-Pyrénées, présidente de la commission *Éducation* à la région, groupe Front de Gauche et Didier Ciliberti, syndicaliste.

7 mars. Brétigny-sur-Orge. Assemblée citoyenne sur l'école avec la participation de Gérard Aschieri et de Stéphane Bonnéry.

13 mars. Douai. *Quelle école voulons-nous ?* Avec Cathy Apourceau-Poly, présidente de la commission Lycées,

Apprentissage, Schéma régional des formations du Conseil régional Nord/Pas-de-Calais et Stéphane Bonnéry.

14 mars. Mende. Assemblée citoyenne sur l'école avec Gérard Aschieri.

15 mars. Montpellier. Assemblée citoyenne sur l'école avec Gérard Aschieri.

15 mars. Bourbon Lancy. Assemblée citoyenne sur l'école.

15 mars. Villefranche-sur-Saône. Assemblée citoyenne pour une école humaniste et citoyenne.

16 mars. Fontenay sous bois. Débat sur l'école publique pour s'opposer à la fermeture d'une classe à l'école Vaillant, à l'initiative des communistes du quartier Bois Cadets. Avec Martine Antoine, maire adjointe à l'Éducation (communiste) et Nora Saint-Gal, candidate aux législatives.

17 mars, Fontenay-sous-Bois. Inauguration de la « place de l'école publique ». Initiative du collectif du Front de Gauche de Fontenay-sous-Bois avec la candidate Front de Gauche aux législatives Nora Saint-Gal.

**envoyez-nous vos comptes-rendus
de débats, annonces d'initiatives...**
reseau.ecole-pcf@orange.fr

L'ÉCOLE DANS L'HUMANITÉ

Carte scolaire, suppressions de postes...

- Les profs refusent l'école dévaluée. Les personnels de l'éducation nationale sont appelés aujourd'hui à une journée de grève contre la réforme de l'évaluation des personnels et les suppressions de postes prévues à la rentrée 2012. (31 janvier 2012):

<http://www.humanite.fr/societe/les-profs-refusent-l%E2%80%99ecole-devaluee-488976>

- Vidéo: *Dans 20 ans, on regrettera ce qui a été fait dans l'Éducation ces 5 dernières années.* Ils s'appellent Jean-Paul, Claire, Laurence, Arnaud, Thibaud ou Georges. Ils sont profs des écoles, de collège ou de lycée général et technique, en formation ou remplaçant. Ce mardi, ils manifestaient contre les suppressions de postes dans l'Éducation nationale. Voici pourquoi. Rédaction Web, 31 janvier 2012:

<http://www.humanite.fr/societe/video-dans-20-ans-regrettera-ce-qui-ete-fait-dans-leducation-ces-5-dernieres-annees-489089>

- Éducation : *On espère une bouffée d'oxygène* (1er février 2012):

<http://www.humanite.fr/societe/education-%C2%AB-espere-une-bouffee-d%E2%80%99oxygene%C2%BB-489068>

- Collèges et lycées manquent d'heures (13 février 2012):

<http://www.humanite.fr/societe/colleges-et-lycees-manquent-d%E2%80%99heures-489923>

- Ils manifestent pour leur école. Ils finissent à la gendarmerie. Des parents d'élèves d'un canton montagneux du Lot sont visés par une enquête et viennent d'être entendus par les gendarmes pour avoir occupé un collège dont une classe est menacée de fermeture:

<http://www.humanite.fr/societe/ils-manifestent-pour-leur-ecole-ils-finissent-la-gendarmerie-490292>

- Rentrée 2012 : Sarkozy manque de classes (5 mars 2012). En juin 2011, le chef de l'État avait promis qu'il n'y aurait aucune fermeture de classe dans les écoles primaires à la rentrée 2012. Une promesse qui, selon les syndicats, a déjà du plomb dans l'aile \

<http://www.humanite.fr/societe/rentree-2012-sarkozy-manque-de-classes-491482>

... RASED, ...

- 2 500 RASED supprimés : le scénario se confirme (SNUipp-FSU):

<http://www.humanite.fr/ecole-primaire/2-500-rased-supprimes-le-scenario-se-confirme-snuipp-fsu-488570>

- Les Rased ne veulent pas se faire raser (17 février 2012):

<http://www.humanite.fr/societe/les-rased%E2%80%A8ne-veulent-pas%E2%80%A8se-faire-raser-490365>

- Quand le jeu en vaut la chandelle... (17 février 2012):

<http://www.humanite.fr/societe/quand-le-jeu-en-vaut-la-chandelle-490366>

- N. Sarkozy ne connaît pas les RASED (Marie-George Buffet):

<http://www.humanite.fr/education/n-sarkozy-ne-connaît-pas-les-rased-marie-george-buffet-491301>

... Personnels de vie scolaire, ...

- Première victoire des employés de vie scolaire (2 mars 2012). La cour d'appel de Rouen vient de confirmer un jugement des prud'hommes concernant la requalification en CDI de 37 employés de vie scolaire. Les prémices d'une reconnaissance ?:

<http://www.humanite.fr/societe/premiere-victoire-des-employes-de-vie-scolaire-491366>

- Pourquoi on nous appelle les pions... (12 mars 2012). Hélène Allain, 21 ans. Dans les collèges, on les appelle désormais « assistants d'éducation ». Un terme flatteur qui cache un travail ingrat. Témoignage:

<http://www.humanite.fr/societe/pourquoi-nous-appelle-les-pions%E2%80%A6-492002>



L'ÉCOLE DANS L'HUMANITÉ

... L'Humanité aux côtés de ceux qui luttent

- Encore 14000 postes supprimés dans l'Éducation nationale ! STOP ! (FdG 94) :

<http://www.humanite.fr/education/encore-14000-postes-supprimees-dans-l-education-nationale-stop-fdg-94-488809>

- Collège mort à Ermont (95) le 3 février (FCPE) :

<http://www.humanite.fr/fil-rouge/college-mort-a-ermont-95-le-3-fevrier-fcpe>

<http://www.humanite.fr/fil-rouge/college-mort-a-ermont-le-front-de-gauche-val-doise-soutient-cette-action>

- Les écoles de Vaulx-en-Velin en grève mardi 7 février :

<http://www.humanite.fr/education/les-ecoles-de-vaulx-en-velin-en-greve-mardi-7-fevrier-489423>

- Pas d'abandons de postes à Vitry (16 février 2012) :

<http://www.humanite.fr/societe/pas-d%E2%80%99abandons-de-postes-vitry-490256>

- Alpes-Maritimes. Enseignement public en danger: Halte au massacre ! (Robert Injey, conseiller municipal de Nice, conseiller métropolitain) :

<http://www.humanite.fr/alpes-maritimes/alpes-maritimes-enseignement-public-en-danger-halte-au-massacre-robert-injey-490074>

- Soutien aux professeurs, élèves et parents du Collège Paul Langevin de Mitry-Mory. Communiqué de Marianne Margaté. Candidate Front de gauche de la 7ème Circonscription de Seine et Marne :

<http://www.humanite.fr/college/soutien-aux-professeurs-eleves-et-parents-du-college-paul-langevin-de-mitry-mory-m-margate-f>

- Sauvons l'École ! Michel Cosnier, maire de Château-Renault, président de la communauté de communes du Castelrenaudais. Candidat titulaire aux élections législatives sur la 2ème circonscription d'Indre-et-Loire, Maryse Cabanel, conseillère municipale de la Ville aux Dames, candidate suppléante :

<http://www.humanite.fr/education/nouvelle-carte-scolaire-michel-cosnier-fdg-indre-et-loire-490192>

- CDEN de Seine Maritime (représentants des parents, élus et syndicat). Communiqué unitaire des représentants des parents, élus et syndicat au CDEN du 23 février 2012 :

<http://www.humanite.fr/education/cden-de-seine-maritime-representants-des-parents-elus-et-syndicat-491021>

- Le 8/03 : Opération portes closes au collège Albert Camus au Plessis Trévisé (FCPE). Parents d'élèves et personnels de l'établissement, nous nous mobilisons pour obtenir des moyens décents pour la scolarité de nos enfants et de nos élèves à la rentrée 2012 :

<http://www.humanite.fr/fil-rouge/le-803-operation-portes-closes-au-college-albert-camus-au-plessis-trevisé-fcpe>

- Le 8/03 : Mobilisation pour la SEGPA au collège Henri Sellier à Suresnes :

<http://www.humanite.fr/ecole/le-803-mobilisation-pour-la-segpa-au-college-henri-sellier-suresnes-491608>

- La Cgt Educ'Action 34 appelle à rassemblement le 14 mars :

<http://www.humanite.fr/fil-rouge/la-cgt-educaction-34-appelle-a-rassemblement-le-14-mars>

- Collège de la Reynerie: halte au sabotage de l'Éducation nationale! (Groupe CRC Mairie de Toulouse) :

<http://www.humanite.fr/education/college-de-la-reynerie-halte-au-sabotage-de-leducation-nationale-groupe-crc-mairie-de-toul>

- Les écoles de Vaulx-en-Velin en grève mardi 7 février :

<http://www.humanite.fr/education/les-ecoles-de-vaulx-en-velin-en-greve-mardi-7-fevrier-489423>

- Lettre ouverte au ministre de l'Éducation nationale (Philippe Camo, PCF 91) :

<http://www.humanite.fr/education/lettre-ouverte-au-ministre-de-leducation-nationale-philippe-camo-pcf-91-490175>



L'ÉCOLE DANS L'HUMANITÉ

L'école dans la campagne présidentielle

- Les douze mesures du Front de gauche pour l'école de l'égalité

<http://www.humanite.fr/societe/les-douze-mesures-du-front-de-gauche-pour-lecole-de-egalite-488822>

- Jean-Luc Mélenchon : « L'école n'est pas une marchandise »

<http://www.humanite.fr/societe/jean-luc-melenchon-lecole-nest-pas-une-marchandise-488999>

- Vœux de Jean Luc Mélenchon au monde de l'éducation

http://www.dailymotion.com/video/xo7oe3_jean-luc-melenchon-voeux-education_news?start=0#from=embed

- Mélenchon prône une « école-égalité » (1er février 2012)

<http://www.humanite.fr/societe/melenchon-prone-une-%C2%AB-ecole-egalite-%C2%BB-489071>

- Présidentielle : l'UNL transmet aux candidats un livre blanc des lycéens

<http://www.humanite.fr/education/presidentielle-l%E2%80%99unl-transmet-aux-candidats-un-livre-blanc-des-lyceens-489746>

- Bertrand Geay. « Le PS ignore l'offensive néolibérale sur l'école » (15 février 2012).

Entretien réalisé par Laurent Mouloud

<http://www.humanite.fr/societe/bertrand-geay-%C2%AB-le-ps-ignore-l%E2%80%99offensive-neoliberalere-sur-l%E2%80%99ecole-%C2%BB-490141>

- Sarkozy, premier prix à l'école de la duperie (1er mars 2012). Dans un discours sur l'éducation à Montpellier, le candidat UMP a recyclé son « travailler plus pour gagner plus » aux enseignants. Un mensonge de plus qui ne trompe ni les profs ni les parents d'élèves.

<http://www.humanite.fr/societe/sarkozy-premier-prix-l%E2%80%99ecole-de-la-duperie-491247>

- Zéro pointé pour Sarkozy (2 mars 2012)

<http://www.humanite.fr/politique/zero-pointe-pour-sarkozy-491377>

Handicap

- Handicap : l'insertion doit encore progresser (26 Janvier 2012)

<http://www.humanite.fr/societe/handicap%E2%80%89-l%E2%80%99insertion-doit-encore-progresser-488627>

- « Halte à l'hémorragie des compétences professionnelles de l'Éducation nationale : pour la scolarisation des élèves handicapés ! » (FGPEP).

<http://www.humanite.fr/education/%C2%ABhalte-lhemorragie-des-competences-professionnelles-de-leducation-nationale-pour-la-scolar>

- Osons dire que nul ne peut être dispensé d'école et de formation. (29 Février 2012). Comment améliorer la scolarisation et la formation des enfants en situation de handicap ? Par Michel Salines, Inspecteur d'Académie, Directeur des services départementaux de l'Éducation nationale honoraire, responsable associatif.

<http://www.humanite.fr/tribunes/osons-dire-que-nul-ne-peut-etre-dispense-d%E2%80%99ecole-et-de-formation-491168>

Formation des enseignants

- L'UMP à la manœuvre pour liquider la formation des enseignants M.H Amiable (FdG)

<http://www.humanite.fr/assemblee-nationale/lump-la-manoeuvre-pour-liquider-la-formation-des-enseignants-mh-amiabile-fdg-4891>

- Vif réquisitoire contre la mastérisation (9 février 2012)

<http://www.humanite.fr/societe/vif-requisitoire-contre-la-masterisation-489716>

- Le désastre de la « mastérisation » (15 février 2012)

<http://www.humanite.fr/societe/le-desastre-de-la-%C2%AB%E2%80%89masterisation%E2%80%89-%C2%BB-490142>

- Formation des maîtres : le gouvernement méprise la communauté enseignante (PCF)

<http://www.humanite.fr/assemblee-nationale/formation-des-maitres-le-gouvernement-meprise-la-communaute-enseignante-pcf-4902>



L'ÉCOLE DANS L'HUMANITÉ

- Un quart du jury de l'agrégation de maths démissionne. Peut-on laisser le gouvernement détruire la formation des maîtres ? (17 février 2012)

<http://www.humanite.fr/societe/un-quart-du-jury-de-l%E2%80%99agregation-de-maths-demissionne-490332>

- Mesure d'urgence contre la formation des enseignants : inacceptable ! (FSU). L'Assemblée nationale vient d'adopter la proposition de loi présentée par M. Grosperin. Sur le fond comme sur la forme, la FSU juge cette loi inacceptable.

<http://www.humanite.fr/societe/un-quart-du-jury-de-l%E2%80%99agregation-de-maths-demissionne-490332>

- L'épreuve de trop pour les futurs instits (27 Février 2012)

<http://www.humanite.fr/societe/l%E2%80%99epreuve-de-trop-pour-les-futurs-instits-490964>

- Le boncoin.fr, canal de recrutement des enseignants. Un collège des environs de Nantes qui peinait à trouver un enseignant remplaçant au pied levé a déniché la perle rare après s'être résolu à mettre une annonce sur le site internet de petites annonces entre particuliers, leboncoin.fr.

<http://www.humanite.fr/societe/le-boncoinfr-canal-de-recrutement-des-enseignants-491906>

Le métier d'enseignant

- Le burn-out frappe un agent sur sept (31 janvier 2012)

<http://www.humanite.fr/societe/le-burn-out-frappe-un-agent-sur-sept-488972>

- Bilan de santé à l'Éducation : le ministre choisit un organisme privé! (FSU)

<http://www.humanite.fr/education/bilan-de-sante-l%E2%80%99education-le-ministre-choisit-un-organisme-prive-fsu-490194>

- Gérard Aschieri « Le prof bon à tout faire n'a pas de sens » (2 mars 2012)

<http://www.humanite.fr/politique/%C2%AB-le-prof-bon-tout-faire-n%E2%80%99-pas-de-sens-%C2%BB-491382>

BAC

- Fraudes au bac: les syndicats dénoncent « un tribunal d'exception ».

La quasi-totalité des syndicats d'enseignants ainsi que les lycéens de l'UNL, les parents de la FCPE et les étudiants de l'Unef ont demandé lundi « le retrait » du projet de création d'un conseil de discipline pour les fraudes au bac, y voyant « un tribunal d'exception ».

<http://www.humanite.fr/politique/fraudes-au-bac-les-syndicats-denoncent-un-tribunal-dexception-492045>

<http://www.humanite.fr/education/non-au-decret-instaurant-un-tribunal-d%E2%80%99exception-pour-les-fraudes-au-bac-communiqu%C3%A9-492043>

- Les lycéens s'opposent à la diminution du nombre de bacheliers voulue par M. Chatel ! (UNL)

<http://www.humanite.fr/fil-rouge/les-lyceens-sopposent-a-la-diminution-du-nombre-de-bacheliers-voulue-par-m.-chatel-unl>

- Luc Chatel met les pieds dans le bac (13 mars 2012)

<http://www.humanite.fr/societe/luc-chatel-met-les-pieds-dans-le-bac-492093>

Enseignement supérieur

- Facs, des droits à conquérir (27 Février 2012), par Julia Hamlaoui (MJCF)

<http://www.humanite.fr/politique/facs-des-droits-conquerir-490982>

- Pour une réforme intelligente (5 mars 2012). Comment sauver l'enseignement supérieur et la recherche ? Par le C3N (émanation du comité national du Centre national de la recherche scientifique - CNRS)

<http://www.humanite.fr/societe/pour-une-reforme-intelligente-491496>

- Étudiants, un avenir à vendre ? (12 mars 2012). Armelle Cloteau, 21 ans

<http://www.humanite.fr/societe/etudiants-un-avenir-vendre%E2%80%89-492004>



L'ÉCOLE DANS L'HUMANITÉ

International

- Bolivie : réforme scolaire « libératrice » et contre le patriarcat (7 Février 2012). Evo Morales vient de refondre 12 ans de programmes scolaires pour les jeunes Boliviens. L'éducation a désormais une mission « décolonisatrice, libératrice, révolutionnaire, anti-impérialiste, dé-patriarcalisante et transformatrice des structures économiques et sociales ». Pas moins.

<http://www.humanite.fr/monde/bolivie-reforme-scolaire-%C2%AB-liberatrice-%C2%BB-et-contre-le-patriarcat-489521>

Nourrir le débat

- Le collège : lieu de ceux qui n'ont pas de lieu (6 février 2012). Saurons-nous vraiment entendre la parole des jeunes ? Par Jacques Broda, Professeur de sociologie.

<http://www.humanite.fr/tribunes/le-college%E2%80%89lieu-de-ceux-qui-n%E2%80%99ont-pas-de-lieu-489399>

- Des idées pour nourrir un large débat citoyen qui s'attaque réellement aux causes des dysfonctionnements de l'école. (27 janvier 2012). À propos de : *L'école commune. Propositions pour une refondation du système éducatif*, ouvrage collectif du GRDS.

[http://www.humanite.fr/societe/des-idees-pour-nourrir-un-large-debat-citoyen-qui-s%E2%80%99attaque-reellement-aux-causes-des-dysfon](http://www.humanite.fr/societe/des-idees-pour-nourrir-un-large-debat-citoyen-qui-s%E2%80%99attaque-reellement-aux-causes-des-dysfonctionnement-aux-causes-des-dysfon)

- La culture des enfants d'ouvriers (27 février 2012). À propos de : *L'école des ouvriers*, de Paul Willis.

<http://www.humanite.fr/tribunes/la-culture-des-enfants-d%E2%80%99ouvriers-490973>

Culture : à chacun sa musique ou la musique pour tous ? Un dossier de l'Humanité des débats (2 mars 2012) :

Les journées « amplifiées » de l'association Zebrook ont réuni, le mois dernier, chercheurs, musiciens, professionnels de la culture autour du rapport des jeunes à la musique.

<http://www.humanite.fr/culture/chacun-sa-musique-ou-la-musique-pour-tous-491305>

Culture juvénile contre culture « patrimoniale » ? Ce que nous disent les pratiques musicales. Par Stéphane Bonnéry, enseignant-chercheur en sciences de l'éducation à l'Université Paris-VIII.

<http://www.humanite.fr/culture/culture-juvenile-contre-culture-%C2%AB-patrimoniale-%C2%BB%E2%80%89ce-que-nous-disent-les-pratiques-musicales>

« En jouant ensemble, ils perçoivent qu'il existe d'autres harmonies et cela les fait grandir ». David Playe, professeur de musique, coordinateur du département musiques actuelles du Conservatoire du Blanc-Mesnil.

<http://www.humanite.fr/culture/%C2%AB-en-jouant-ensemble-ils-percoivent-qu%E2%80%99il-existe-d%E2%80%99autres-harmonies-et-cela-les-fait-grandir>

« Il faut ouvrir les portes, faire sauter les freins des esthétiques et des formes d'enseignement ». Par Max Leguem, directeur de la Maison des Jeunes et de la Culture de Ris-Orangis dans l'Essonne.

<http://www.humanite.fr/culture/%C2%AB-il-faut-ouvrir-les-portes-faire-sauter-les-freins-%E2%80%A8des-esthetiques-et-des-formes-d%E2%80%99enseignement>

Et aussi...

Quand l'Etat «perd» 500 000 euros sur l'accès à l'information et l'éducation à la sexualité, c'est sa jeunesse qu'il sacrifie ! (Planning familial)

<http://www.humanite.fr/budget/quand-l%E2%80%99etat-%C2%ABperd%C2%BB-500-000-euros-sur-l%E2%80%99acces-l%E2%80%99information-et-l%E2%80%99education-la-sexualite-c%E2%80%99est>

Fichage informatique: une pétition contre Big Brother. "En 2012, sauvons la vie privée!" C'est sous cet appel commun que 27 organisations, partis et syndicats se sont retrouvés pour lancer ce mardi une pétition contre le "fichage informatique" et pour "un véritable droit d'opposition à l'informatisation de nos données personnelles".

<http://www.humanite.fr/societe/fichage-informatique-une-petition-contre-big-brother-490607>

L'internat de Sourdun cède à la mode... de l'uniforme ! (6 mars 2012). C'est un scandale ! L'établissement d'excellence, piloté par un proche de l'UMP, a décidé de mettre en œuvre cette mesure.

<http://www.humanite.fr/l%E2%80%99internat-de-sourdun-cede-la-mode-de-l%E2%80%99uniforme%E2%80%89-491539>

Le rectorat de Lille met les parents au piquet ! (9 mars 2012). Une offre d'emploi dans un collège du Pas-de-Calais accuse les familles de « laxisme » et de ne pas voir « l'intérêt de travailler ».

<http://www.humanite.fr/societe/le-rectorat-de-lille-met-les-parents-au-piquet%C2%A0-491895>